

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2166

20 août 2015

SOMMAIRE

Ado Properties	103949	Elevate (BC) S.C.A.	103926
Ado Properties S.A.	103949	EPISO CPH S.à.r.l.	103927
Balderton Capital V L1, S.à r.l.	103931	EPISO CZ S.à r.l.	103927
Bartina S.à r.l.	103940	Euromec S.A.	103926
BRVT Holding II S.à.r.l.	103922	Euromoneta G.m.b.H.	103926
BRVT Holding I S.à.r.l.	103928	Finext Funds Luxembourg SICAV-SIF	103927
BTX Management S.à r.l.	103931	KBC Participations Renta	103925
BY Kilian Companies S.à r.l.	103928	KCTG LP2 S.à r.l.	103925
By Kilian Retail S.à r.l.	103922	Koch Chemical Technology LP1 S.à r.l.	103924
Capinera S.à r.l.	103923	Meredith Finance Limited, Luxembourg S.A.	103967
CB International Finance S.à.r.l.	103928	Montaigne Management	103927
Centenary Investments S.à r.l.	103923	Paepsem Participations S.A.	103924
CEP IV Participations S.à r.l. SICAR	103923	Partners Group Global Infrastructure 2009 S.C.A., SICAR	103924
Cerfontaine	103922	Pertento Holding S.à r.l.	103924
CETP II Co-Invest S.à r.l.	103922	Savills Investment Management (Luxem- bourg) S.à r.l.	103938
Champel S.A.	103923	Threon Luxembourg Sàrl	103929
Chilla Capital	103966	Triodos Sicav I	103929
Clareant Strategic Credit Fund SCSp	103930	Ulrika S.A., SPF	103968
Clayax Acquisition Luxembourg 5 S.C.A.	103923	Ustay	103929
Crystal Onyx S.à r.l.	103922	WCC Wedel S.à r.l.	103928
Dropal S.A.	103968	W Kaiping S.à r.l.	103929
Ebrand Services FBS	103927	Yorkdale S.à r.l., SPF	103925
Ebrand Services SA	103967		
Ebrand Services SA	103968		
EFC S.à r.l.	103926		

BRVT Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 12, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 116.342.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015098097/9.

(150108494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

By Kilian Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 179.881.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015098104/10.

(150108010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

CETP II Co-Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 159.888.

Les statuts coordonnés suivant le répertoire n° 413 du 5 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015098147/10.

(150107656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Crystal Onyx S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.171.575,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 171.346.

Les comptes annuels pour la période du 31 août 2012 (date de constitution) au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

Référence de publication: 2015098134/11.

(150108222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Cerfontaine, Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 105.315.

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale statutaire du 23 juin 2015.

L'assemblée accepte la démission de M. Jan VAN LANCKER en tant qu'administrateur de la société et ce, avec effet immédiat.

L'assemblée a décidé de nommer M. David DE PEUTER, né le 19 décembre 1983 à Izegem (Belgique), résidant professionnellement au 8, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la société et ce, avec effet immédiat. Le mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale de 2016

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015103717/14.

(150114458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Centenary Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 79.453.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103744/9.

(150113935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Capinera S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 129.675.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015103735/10.

(150113725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Champel S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 31.315.

Les comptes annuels rectificatifs pour l'exercice arrêté au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en remplacement du dépôt du 03/08/2010 avec la réf. L100119383.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103749/10.

(150113914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Clayax Acquisition Luxembourg 5 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 161.838.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 314 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2014 de sa société mère, Spie BondCo 3 S.C.A. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2015.

Référence de publication: 2015103723/12.

(150114042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

CEP IV Participations S.à r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 185.226.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 juillet 2015.

CEP IV Participations S.à r.l. SICAR

Un mandataire

Référence de publication: 2015104686/13.

(150115642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Paepsem Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 125.532.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015102549/9.

(150112058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Pertento Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 188.036.

Les comptes annuels pour la période du 13 juin au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015102535/11.

(150111214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Partners Group Global Infrastructure 2009 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 146.206.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale statutaire du 26 juin 2015

PRICEWATERHOUSECOOPERS, 2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, est réélu en qualité de réviseur d'entreprises pour un nouveau terme se terminant à l'assemblée générale statutaire de 2016.

Extrait certifié sincère et conforme

Pour PARTNERS GROUP GLOBAL INFRASTRUCTURE 2009 S.C.A., SICAR

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015102553/14.

(150111849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Koch Chemical Technology LP1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 390.518.209,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 131.224.

EXTRAIT

KOCH CHEMICAL TECHNOLOGY INTERNATIONAL S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, associé unique de la Société, a changé d'adresse, et a, à présent, son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 19 juin 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2015098410/20.

(150108688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

KBC Participations Renta, Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 73.076.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 12 juin 2015

L'Assemblée:

- a décidé de réélire Ernst & Young demeurant professionnellement au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, comme personne chargée du contrôle des comptes et ce jusqu'à l'Assemblée Générale de 2016.

- a décidé de renouveler le mandat d'administrateur de M. Dirk Mampaey et M. Jürgen Verschaeve, demeurant professionnellement au 2, Avenue du Port, B-1080 Bruxelles ainsi que celui de M. Karel De Cuyper et M. Ivo Bauwens, demeurant professionnellement au 5, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg et ce jusqu'à l'Assemblée Générale de 2018.

Fait le 22 juin 2015.

Dirk Mampaey

Administrateur

Référence de publication: 2015098417/17.

(150108193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Yorkdale S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**Capital social: EUR 4.560.000,00.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 91.874.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 5 juin 2015 au siège social que:

Suite à la réélection de tous les gérants sortants, leurs mandats se terminant lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2015, le Conseil de Gérance se compose de:

- Raf Bogaerts, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg;
- Matthias Van der Looven, responsable financier, avec adresse professionnelle au 48 rue de Bragance, L-1255 Luxembourg.

A été réélu comme réviseur d'entreprises agréé, son mandat prenant fin lors de l'Assemblée qui se prononcera sur les comptes de l'exercice 2015:

- Ernst & Young S.A., ayant son siège social au 7 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activités Syrdall 2, L-5365 Munsbach.

Référence de publication: 2015097129/18.

(150107134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

KCTG LP2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 20.115,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 143.034.

—
EXTRAIT

Koch CTG S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, associé unique de la Société, a changé d'adresse, et a, à présent, son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 19 juin 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2015098419/19.

(150108690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

EFC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 5, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 197.079.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 juin 2015.

Référence de publication: 2015098213/10.

(150108559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Elevate (BC) S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 192.698.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 17 avril 2015.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2015098195/11.

(150109126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Euromoneta G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 1, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 47.656.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin 2015.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2015098231/12.

(150107864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Euromec S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 75.073.

Conformément à l'article 3 (1) de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, Intertrust (Luxembourg) S.à r.l. informe de la dénonciation de la convention de domiciliation conclue le 12 septembre 2001 pour une durée indéterminée entre les deux sociétés:

- *Société domiciliée:*

* EUROMECC S.A.

* Immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 75.073

* Dont le siège social sis au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg fait l'objet de la présente dénonciation

- *Agent domiciliataire:*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l. ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,
et ce avec effet au 9 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 17 juin 2015.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2015098230/21.

(150107919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

EPISO CPH S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 142.465.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

Référence de publication: 2015098218/10.

(150108186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

EPISO CZ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 23.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 158.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

Référence de publication: 2015098219/10.

(150108183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Montaigne Management, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 181.866.

Par la présente je vous informe de ma démission en tant qu'administrateur du Conseil d'Administration de Montaigne Management S.A., enregistrée sous le numéro B181866 auprès du R.C.S. Luxembourg, siégeant 25A, boulevard royal, L-2449 Luxembourg, avec effet au 31.03.2015.

Luxembourg, le 31/03/2015.

Gerry Salucci.

Référence de publication: 2015098205/11.

(150107861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Ebrand Services FBS, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 146.232.

Le bilan au 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin 2015.

Référence de publication: 2015098206/11.

(150108296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Finext Funds Luxembourg SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 181.461.

Le Bilan pour la période du 29 octobre 2013 (date de constitution) au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015098260/12.

(150108821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

BRVT Holding I S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 12, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 116.341.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015098095/9.
(150108463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

BY Kilian Companies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 9.000.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 192.469.

Les comptes annuels pour la période du 24 novembre 2014 (date de constitution) au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juin 2015.
Référence de publication: 2015098102/11.
(150107990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

WCC Wedel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.886.375,00.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.
R.C.S. Luxembourg B 114.576.

Résolution écrite des associés de la société datées du 19 juin 2015

Il résulte de ladite résolution que Monsieur Marek Domagala et Monsieur Christophe Cahuzac ont démissionné en tant que gérants de classe A de la Société, avec effet au 18 juin 2015.

Luxembourg, le 22 juin 2015.
Alex SCHMITT
Mandataire

Référence de publication: 2015098792/14.
(150108287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

CB International Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 3.037.100,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 93.303.

EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 19 juin 2015, l'associé unique de la Société a décidé de révoquer Robert Ryder, né le 15 février 1960 à Scranton, Pennsylvanie, Etats-Unis d'Amérique, et ayant son adresse professionnelle au 207 High Point Drive, Victor, New York 14564, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais constitué des personnes suivantes:

- Manfred Schneider, gérant de catégorie A;
- Nicolas Susgin, gérant de catégorie A;
- Stéphanie Henrard, gérant de catégorie A;
- David E. Klein, gérant de catégorie B; et
- Perry R. Humphrey, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Capellen, le 26 juin 2015.
Référence de publication: 2015102092/20.
(150111621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

W Kaiping S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 176.706.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 14 avril 2015.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2015098776/11.

(150109108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Threon Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 89.064.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2015098720/12.

(150108105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Ustay, Société Anonyme.

Capital social: EUR 778.000,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 174.647.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire du 23 juin 2015.

L'assemblée a décidé de nommer M. David DE PEUTER, né le 19 décembre 1983 à Izegem (Belgique), résidant professionnellement au 8, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la société et ce, avec effet immédiat. Le mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale de 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015098728/13.

(150108804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Triodos Sicav I, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 119.549.

Le Conseil d'Administration de Triodos Sicav I a pris note de la démission de M. Michael JONGENEEL, en tant qu'administrateur en date du 24 juin 2015.

De ce fait, le Conseil d'Administration se compose à partir du 24 juin 2015 comme suit:

Monsieur Pierre AEBY

Monsieur Olivier MARQUET

Monsieur Gary PIETERS

Monsieur Patrick GOODMAN

Pour TRIODOS SICAV I

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC Investor Services Bank

Société Anonyme

Référence de publication: 2015098710/18.

(150108635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Clareant Strategic Credit Fund SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 197.900.

Excerpt of the limited partnership agreement (the “partnership agreement”) of the partnership executed on 12 June 2015

1. Partners who are jointly and severally liable. Clareant SCF GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 51, Avenue John. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) and registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register (the “RCS”) under number B 197.310 (the “General Partner”).

2. Name, Partnership’s purpose and registered office.

I. Name

“Clareant Strategic Credit Fund SCSp”, a special limited partnership (société en commandite spéciale).

II. Purpose

The Partnership will be formed for the purposes of carrying on the business of an investor in accordance with its Partnership Agreement and, in connection therewith, carrying out transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

III. Registered Office

51, Avenue John. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

IV. Financial Year

The financial year end of the Partnership shall begin each year on the first (1st) of January and end on the thirty-first (31st) of December with the exception of the first fiscal year which shall begin on the date on which the Partnership commenced pursuant to the Partnership Agreement and shall end on the thirty-first (31st) of December 2016.

3. Designation of the manager and their signing authority. Subject to the provisions of the law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended, and any delegation of its powers properly authorized under the Partnership Agreement, the business and affairs of the Partnership will be managed by the General Partner acting honestly, in good faith and in the best interest of the Partnership. Without limiting the generality of the foregoing, the General Partner will have the power and authority to do any act, take any proceeding, make any decision and execute and deliver any instrument, deed, agreement or document necessary for or incidental to carrying on the business of the Partnership.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The Partnership commenced on 12 June 2015.

The Partnership will continue, unless otherwise terminated in accordance with the Partnership Agreement, until dissolved by the written agreement of the General Partner and the Limited Partners (as defined under the Partnership Agreement).

Suit la traduction française du texte qui précède:

Extrait du contrat social (le “contrat”) de la société conclu le 12 juin 2015

1. Associés solidairement responsables. Clareant SCF GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 51, Avenue John. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 197.310 (l’«Associé Commandité»).

2. Dénomination, objet social de la Société et siège social.

I. Dénomination

“Clareant Strategic Credit Fund SCSp”, une société en commandite spéciale.

II. Objet social

La Société sera établie aux fins d’exercer l’activité d’un investisseur conformément au Contrat et de conduire les transactions directement ou indirectement liées à la prise de participations dans toute entreprise de quelle que forme que ce soit, ainsi que d’administrer, gérer, contrôler et développer de telles prises de participation, au Grand-Duché du Luxembourg et à l’étranger.

III. Siège social

51, Avenue John. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

IV. Exercice Social

L'exercice social de la Société commence chaque année au premier (1^{er}) janvier et se termine au trente-et-un (31) décembre, à l'exception du premier exercice social qui débute à la date à laquelle la Société a été créée conformément au Contrat et se terminera le trente-et-un (31) décembre 2016.

3. Désignation du gérant et de son pouvoir de signature. Sujette aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciale, telle que modifiée, et à toute délégation de pouvoir dûment autorisée par le Contrat, la conduite des affaires de la Société sera gérée par l'Associé Commandité agissant honnêtement, de bonne foi et dans les meilleurs intérêts de la Société. Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, l'Associé Commandité a les pouvoirs et l'autorité d'accomplir tous les actes, toute mesure, prendre toute décision et exécuter et remettre tous les instruments, actes, conventions ou documents nécessaires ou afférents à la conduite des affaires de la Société.

4. Date à laquelle la Société commence et date à laquelle elle se termine. La Société a été créée le 12 juin 2015.

La Société perdurera, sauf dissolution conforme au Contrat, jusqu'à sa dissolution par accord écrit de l'Associé Commandité et des Associés Commanditaires.

Référence de publication: 2015100279/67.

(150109431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

BTX Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: DKK 93.221,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 166.914.

Par résolutions signées en date du 4 juin 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Stéphane Gatto, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Noëlla Antoine, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant de catégorie B avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2015.

Référence de publication: 2015103707/15.

(150113672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Balderton Capital V L1, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 87.510,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 177.598.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth day of May,

Before us, Maître Marc Loesch, civil law notary residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

Balderton Capital V, L.P., a limited partnership governed by the laws of the State of Delaware, United States of America, with registered office at c/o Incorporating Services, Ltd., 3500 S South DuPont Highway, Dover, Kent County, Wilmington, Delaware, United States of America and registered with the Companies Register of Delaware under file number 5331344, acting by its general partner (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mrs. Khadigea KLINGELE, Senior legal Counsel, professionally residing in Mondorf-les-Bains, pursuant to a power of attorney given under private seal on 27 May 2015,

which, after having been initialled and signed "ne varietur" by the holder and the undersigned notary, will be appended to the present instrument for the purpose of registration.

The Sole Shareholder declared that it currently holds all the shares issued in Balderton Capital V L1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, civil law notary then residing in Redange-sur-Attert, acting in replacement of Maître Léonie GRETHEN, civil law notary residing in Luxembourg, of 22 May 2013, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1699 of 16 July 2013, with its registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of USD 20,000 and registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 177598 (the "Company"). The Company's articles of association (the "Articles") have not yet been amended.

The Sole Shareholder, represented as stated above, recognized to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To change the currency of the share capital of the Company from United States Dollar to Euro pursuant to the exchange rate of one euro (EUR 1) being equal to one point zero nine two six United States Dollars (USD 1.0926) set by the European Central Bank Eurosystem on 26 May 2015 and consequently to set the share capital of the Company at eighteen thousand three hundred and five euros (EUR 18,305). To create two (2) new classes of shares to be denominated class A and class B having the same rights as set out in the amended Articles, it being understood that the existing shares in the Company will not be allocated to any class of shares and will be referred to as ordinary shares.

2. To reclassify the existing shares in issue of the Company into eighteen thousand three hundred and five (18,305) ordinary shares.

3. To increase the Company's share capital by an amount of sixty nine thousand two hundred five euros (EUR 69,205) so as to raise it from its current amount of eighteen thousand three hundred and five euros (EUR 18,305) to an amount of eighty seven thousand five hundred and ten euros (EUR 87,510).

4. To issue an aggregate number of sixty-nine thousand two hundred five (69,205) new shares of the Company represented by (i) thirty thousand four hundred sixty-nine (30,469) class A shares, and (ii) thirty-eight thousand seven hundred thirty-six (38,736) class B shares, all with a par value of one euro (EUR 1) each (the "New Shares"), having the same rights and privileges set out in the amended Articles and entitling to dividends as from the day of the decision of the Sole Shareholder on the proposed capital increase.

5. To accept the subscription and the full payment by the Sole Shareholder of the New Shares and an aggregate share premium of twenty five eurocents (EUR 0.25) by a contribution in kind consisting of a definite, due and payable receivable of the Sole Shareholder against the Company, in the amount of sixty nine thousand two hundred five euros and twenty five cents (EUR 69,205.25) and to allocate (i) an amount equal to the nominal value of the New Shares to the share capital account of the Company, and (ii) the balance to the share premium account stapled to the ordinary shares of the Company.

6. To amend article 5 (Share Capital) of the Articles so as to reflect the resolutions to be adopted under the above items.

7. To amend article 24 (Allocation of Profits) of the Articles so as to reflect the resolutions to be adopted under the above items.

8. To amend article 26 (Dissolution, Liquidation) of the Articles so as to reflect the resolutions to be adopted under the above items.

9. To authorise the amendment of the share register of the Company in order to reflect the above changes, and to grant power and authority to implement the above.

10. Miscellaneous.

The Sole Shareholder hereby requested the undersigned notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to change the currency of the share capital of the Company from United States Dollar to Euro pursuant to the exchange rate of one euro (EUR 1) being equal to one point zero nine two six United States Dollars (USD 1.0926) set by the European Central Bank Eurosystem on 26 May 2015 and consequently to set the share capital of the Company at eighteen thousand three hundred and five euros (EUR 18,305).

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to create two (2) new classes of shares to be denominated class A and class B having the same rights as set out in the amended Articles, it being understood that the existing shares in the Company will not be allocated to any class of shares and will be referred to as ordinary shares.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to reclassify the existing shares in issue of the Company into eighteen thousand three hundred and five (18,305) ordinary shares.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to increase the Company's share capital by an amount of sixty nine thousand two hundred five euros (EUR 69,205) so as to raise it from its current amount of eighteen thousand three hundred and five euros (EUR 18,305) to an amount of eighty seven thousand five hundred and ten euros (EUR 87,510).

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolved to issue the New Shares, having the same rights and privileges set out in the amended Articles and entitling to dividends as from the day of the decision of the Sole Shareholder on the proposed capital increase.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolved to approve and accept the following subscription and payment for the New Shares as set out below:

Subscription and payment

Thereupon now appeared Mrs. Khadigea KLINGELE, prenamed, acting in her capacity as duly authorised agent and attorney-in-fact of the Sole Shareholder.

The appearing person declared to subscribe, in the name and on behalf of the Sole Shareholder, prenamed, to the New Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each, and to fully pay these New Shares, together with an aggregate share premium of twenty five eurocents (EUR 0.25) by a contribution in kind (the "Contribution in Kind") consisting of a definite, due and payable receivable of the Sole Shareholder against the Company, in the amount of sixty nine thousand two hundred five euros twenty five cents (EUR 69,205.25) (the "Claim").

The Sole Shareholder, acting through its duly appointed attorney-in-fact, declared that there exist no impediments to the free disposal of the Claim, and that the Claim is a definite and duly payable receivable of the Sole Shareholder. The Sole Shareholder, acting through its duly appointed attorney-in-fact, further irrevocably and unconditionally waives, releases and discharges the Company from all its obligations and liabilities towards the Sole Shareholder in respect of the Claim so contributed.

The Sole Shareholder, acting through its duly appointed attorney-in-fact, further declared that the value of the Contribution in Kind has been certified at sixty nine thousand two hundred five euros twenty five cents (EUR 69,205.25) (the "Subscription Price") in a declaration of contribution signed by the representatives of the Sole Shareholder and confirmed in a declaration of recipient company signed by the representative of the Company.

The Sole Shareholder resolved to allocate the Subscription Price as to the aggregate nominal value of the New Shares to the issued share capital, and as to the balance to the share premium account stapled to the ordinary shares of the Company.

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 5 (Share Capital) of the Articles, which shall forthwith be read as follows:

" **Art. 5. Share Capital.** The share capital of the Company is set at eighty seven thousand five hundred and ten euros (EUR 87,510) represented by eighty seven thousand five hundred and ten (87,510) shares (collectively, the "Shares", and individually, a "Share"), divided into (i) eighteen thousand three hundred and five (18,305) ordinary shares (in case of plurality, the "Ordinary Shares" and individually, an "Ordinary Share"), (ii) thirty thousand four hundred sixty-nine (30,469) class A shares (in case of plurality, the "Class A Shares" and individually, a "Class A Share"), and (iii) thirty-eight thousand seven hundred thirty-six (38,736) class B shares (in case of plurality, the "Class B Shares" and individually, a "Class B Share"), all with a par value of one euro (EUR 1) each, all of which are fully paid up.

The following share premium accounts are stapled to each class of tracker shares of the Company in order to have (i) a share premium account stapled to the Ordinary Shares (the "Ordinary Shares Premium Account") (ii) a share premium account stapled to the Class A Shares (the "Class A Shares Premium Account"), and (iii) a share premium account stapled to the Class B Shares (the "Class B Shares Premium Account").

The sole shareholder or the shareholders, as the case may be, may create additional classes of shares, split or divide the existing classes of shares. Each class of shares shall, unless otherwise provided for in these Articles correspond to a distinct share of the assets and liabilities of the Company. Any share premium paid in respect of any shares of a specific class of shares upon their issuance shall be allocated to a share premium reserve account corresponding to that specific class of shares of the Company. As between the shareholders of the Company, each class of shares shall be treated as a separate class. The rights of the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, of the Company that (i) have, when coming into existence, been designated as relating to a specific class of shares or (ii) have arisen in connection with the creation, the operation or liquidation of a class of shares are, except as otherwise provided for in these Articles or under applicable laws, strictly limited to the assets of that class of shares and the assets of that class of shares shall be exclusively available to satisfy such shareholders only. The sole shareholder or the shareholders, as the case may be, whose rights are not related to a specific class of shares shall have no rights to the assets of any class of shares. Unless otherwise provided for in these Articles, no resolutions the shareholders may be taken which would affect the rights of the shareholder of a given class of shares without the prior approval of the shareholders, as the case may be, whose rights relate to that specific class of shares. Any decisions or actions taken in violation of this limitation shall be null and void. Any quorum and/or voting requirements shall apply mutatis mutandis at the level of each class of shares."

Eighth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 24 (Allocation of Profits) of the Articles, which shall forthwith be read as follows:

" **Art. 24. Allocation of Profits.** The shareholder has allocated the Company's assets and liabilities amongst the classes of shares as follows: (i) the Class A Shares shall track the Class A Shares in Balderton Capital V L2 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, with a share capital of EUR eighty seven thousand five hundred and ten euros (EUR 87,510) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 177628 (the "Subsidiary"), and (ii) the Class B Shares shall track the Class B Shares in the Subsidiary.

Henceforth for all intents and purposes, the shares of a given class of shares shall track and reflect the performance of the assets and liabilities in the same class of shares only. To the extent permitted by article 72-1 of the Law, and to the extent that the Company's profits and losses account shows distributable profits, the profits may only be shared within a given class of shares by the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, of the same class and shall not impact the results of any other class of shares and as the case may be, the losses may only be shared within a given class of shares by the shareholders of the same class and shall not impact the results of any other class of shares.

The result of each class of shares will consist of the balance of all income, profits or other receipts paid or due in respect of the assets of the same class of shares (including capital gains, dividend distributions and/or liquidation surpluses) and the amount of expenses, losses, taxes and other fund transfers incurred by the Company during the relevant financial period which can regularly and reasonably be allocated to management and operation of the same class of shares.

All income and charges which may not be allocated to any specific class of shares shall be allocated to all the classes of shares on a pro rata basis of the shares issued in each class of shares.

Five per cent (5%) of the net profits per class of shares shall be allocated to the legal reserve account, provided that such allocation shall be limited to five per cent (5%) of the net profits determined on an aggregate basis of all class of shares; this deduction ceases to be compulsory as soon as the legal reserve account reaches ten per cent (10%) of the capital of the Company on an aggregate basis, and the allocation shall resume each time the maximum allocation is no longer fulfilled on an aggregate basis.

After the allocation of any profits to the legal reserve, all further profits shall be allocated within each class of shares to existing losses, if any, to the payment of a dividend to the holders of the relevant shares, or be carried forward.

In the event of the payment of a dividend, each class of shares shall be entitled to a fraction of the total profit distributed, taking into account (i) the total equity (par value and share premium) represented by each share of this class of shares at the time of the relevant payment of dividend, and (ii) the portion of the legal reserve account of the Company, constituted by net profits originating from this class of shares. The shareholders shall have discretionary power to dispose of any profits which may not be allocated to a specific class of shares. The shareholders shall approve the separate accounts simultaneously with the general accounts of the Company in accordance with the Law."

Ninth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 26 (Dissolution, Liquidation) of the Articles, which shall be forthwith read as follows:

" **Art. 26. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided for by the Law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine their powers and their compensation, it being specified that the liquidator(s) shall treat each class of shares as a distinct compartment for the purposes of its liquidation."

Tenth resolution

The Sole Shareholder resolved to authorise the amendment of the share register of the Company in order to reflect the above changes, and to grant power and authority to implement the above.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately one thousand seven hundred euro (EUR 1,700.-).

Declaration

The undersigned notary is proficient in English and states herewith that on request of the above appearing person's proxy holder, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person's proxy holder and in case of any discrepancies between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing person's proxy holder, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, on the date stated at the beginning of this document.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-huit mai.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

Balderton Capital V, L.P., une société en commandite (limited partnership) constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à c/o Incorporating Services, Ltd., 3500 South DuPont Highway, Dover, Kent County, Wilmington, Delaware, Etats-Unis d'Amérique et enregistrée auprès du Registre des Sociétés du Delaware sous le numéro 5331344, agissant par l'intermédiaire de son associé commandité (l'"Associé Unique"),

ici représenté par Madame Khadigea KLINGELE, juriste sénior, ayant son adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 27 mai 2015,

qui, après avoir été paraphée et signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

L'Associé Unique a déclaré qu'il détient actuellement la totalité des parts sociales émises par Balderton Capital V L1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, constituée selon un acte de Maître Cosita Delvaux, notaire alors de résidence à Redange-sur-Attert, agissant en remplacement de Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1699 du 16 juillet 2013, ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 20.000 USD et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177598 (la "Société"). Les statuts de la Société (les "Statuts") n'ont pas encore été modifiés depuis lors.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, reconnaît avoir été entièrement informé des résolutions devant être adoptées sur la base de l'agenda suivant:

Agenda

1. Changement de la devise du capital social de la Société du Dollar Américain à l'Euro selon le taux de change d'un euro (1 EUR) correspondant à un virgule zéro neuf deux six (1,0926) Dollars Américains tel que fixé par la Banque Centrale Européenne Eurosystem le 26 mai 2015 et par conséquent, fixation du capital social de la Société à dix-huit mille trois cent cinq euros (18.305 EUR).

2. Création de deux (2) nouvelles classes de parts sociales dénommées classe A et classe B ayant les mêmes droits que ceux énoncés dans les Statuts tels que modifiés, étant entendu que les parts sociales déjà existantes dans la Société ne seront rattachées à aucune classe de parts sociales et seront référencées comme parts sociales ordinaires.

3. Reclassification des parts sociales existantes émises par la Société en dix-huit mille trois cent cinq (18.305) parts sociales ordinaires.

4. Augmentation du capital social de la Société par un montant de soixante-neuf mille deux-cent cinq euros (69.205 EUR) afin de le porter de son montant actuel de dix-huit mille trois cent cinq euros (18.305 EUR) à un montant de quatre-vingt-sept mille cinq cent dix euros (87.510 EUR).

5. Emission d'un nombre total de soixante-neuf mille deux-cent cinq (69.205) nouvelles parts sociales de la Société représentées par (i) trente mille quatre cent soixante-neuf (30.469) parts sociales de catégorie A, et (ii) trente-huit mille sept cent trente-six (38.736) parts sociales de catégorie B, ayant toutes une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales"), ayant les mêmes droits et privilèges énoncés dans les Statuts tels que modifiés et donnant droit aux dividendes à compter du jour de la décision de l'Associé Unique se prononçant sur l'augmentation de capital proposée.

6. Acceptation de la souscription et du paiement complet par l'Associé Unique des Nouvelles Parts Sociales et d'une prime d'émission d'un montant total de vingt-cinq cents (0,25 EUR) par un apport en nature consistant en une créance certaine, liquide et exigible détenue par l'Associé Unique envers la Société, s'élevant à un montant de soixante-neuf mille deux-cent cinq euros vingt-cinq cents (69.205,25 EUR) et allocation (i) d'un montant égal à la valeur nominale des Nouvelles Parts Sociales au compte de capital social de la Société, et (ii) de la différence au compte de prime d'émission rattaché aux parts sociales ordinaires de la Société.

7. Modification de l'article 5 (Capital Social) des Statuts afin de refléter les résolutions à prendre sur les points ci-dessus.

8. Modification de l'article 24 (Affectation des Bénéfices) des Statuts afin de refléter les résolutions à prendre sur les points ci-dessus.

9. Modification de l'article 26 (Dissolution, Liquidation) des Statuts afin de refléter les résolutions à prendre sur les points ci-dessus.

10. Autorisation de la modification de registre d'associés de la Société afin de refléter les changements mentionnés ci-dessus, et donner pouvoir et autorité de mettre en oeuvre ce qui précède.

11. Divers.

L'Associé Unique a par les présentes requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier la devise du capital social de la Société du Dollar Américain à l'Euro selon le taux de change d'un euro (1 EUR) correspondant à un virgule zéro neuf deux six (1,0926) Dollars Américains tel que fixé par la Banque Centrale Européenne Eurosystem le 26 mai 2015 et par conséquent de fixer le capital social de la Société à dix-huit mille trois cent cinq euros (18.305 EUR).

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé de créer deux (2) nouvelles classes de parts sociales dénommées classe A et classe B ayant les mêmes droits que ceux énoncés dans les Statuts tels que modifiés, étant entendu que les parts sociales déjà existantes dans la Société ne seront rattachées à aucune classe de parts sociales et seront référencées comme parts sociales ordinaires.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de reclassifier les parts sociales existantes émises par la Société en dix-huit mille trois cent cinq (18.305) parts sociales ordinaires.

Quatrième résolution

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société par un montant de soixante-neuf mille deux-cent cinq euros (69.205 EUR) afin de le porter de son montant actuel de dix-huit mille trois cent cinq euros (18.305 EUR) à un montant de quatre-vingt-sept mille cinq cent dix euros (87.510 EUR).

Cinquième résolution

L'Associé Unique a décidé d'émettre les Nouvelles Parts Sociales, ayant les mêmes droits et privilèges énoncés dans les Statuts tels que modifiés et donnant droit aux dividendes de la Société à compter du jour de la décision de l'Associé Unique se prononçant sur l'augmentation de capital proposée.

Sixième résolution

L'Associé Unique a décidé d'approuver et d'accepter les souscription et paiement des Nouvelles Parts Sociales suivantes comme indiqué ci-dessous:

Souscription et paiement

Ensuite, a comparu Madame Khadigea KLINGELE, susmentionnée, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de l'Associé Unique.

La comparante a déclaré souscrire, au nom et pour le compte de l'Associé Unique, susmentionné, aux Nouvelles Parts Sociales, d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune, et de payer intégralement ces Nouvelles Parts Sociales, ainsi qu'une prime d'émission d'un montant total de vingt-cinq cents (EUR 0,25) par un apport en nature (l'"Apport en Nature") consistant en une créance certaine, liquide et exigible de l'Associé Unique envers la Société, d'un montant de soixante-neuf mille deux-cent cinq euros vingt-cinq cents (69.205,25 EUR) (la "Créance").

L'Associé Unique, agissant par l'intermédiaire de son mandataire dûment désigné, a déclaré qu'il n'existe aucun obstacle à la libre disposition de la Créance, et que la Créance est une créance certaine, et dûment exigible de l'Associé Unique. L'Associé Unique de la Société, agissant par l'intermédiaire de son mandataire dûment nommé, en outre, libère et décharge, irrévocablement et sans conditions, la Société de toutes ses obligations et responsabilités envers l'Associé Unique en ce qui concerne la créance ainsi apportée.

L'Associé Unique, agissant par l'intermédiaire de son mandataire dûment désigné, a en outre, déclaré que la valeur de l'Apport en Nature a été certifiée à soixante-neuf mille deux-cent cinq euros vingt-cinq cents (69.205,25 EUR) (le "Prix de Souscription") dans une déclaration d'apport signée par les représentants de l'Associé Unique et confirmée dans une déclaration de la société bénéficiaire signée par les représentants de la Société.

L'Associé Unique a décidé d'allouer le Prix de Souscription, s'agissant de la valeur nominale globale des Nouvelles Parts Sociales, au capital social émis, et s'agissant de la différence, au compte de prime d'émission rattaché aux parts sociales ordinaires de la Société.

Septième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5 (Capital Social) des Statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 5. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à quatre-vingt-sept mille cinq cent dix euros (87.510 EUR) représenté par quatre-vingt-sept mille cinq cent dix (87.510) parts sociales (collectivement, les "Parts Sociales" et individuellement, une "Part Sociale") divisées en (i) dix-huit mille trois cent cinq (18.305) parts sociales ordinaires (en cas de pluralité, les "Parts Sociales Ordinaires" et individuellement, une "Part Sociale Ordinaire"), (ii) trente mille quatre cent soixante-neuf (30.469) parts sociales de catégorie A (en cas de pluralité, les "Parts Sociales de Catégorie A" et individuellement, une "Part Sociale Catégorie A"), et (iii) trente-huit mille sept cent trente-six (38.736) parts sociales de catégorie B (en cas de pluralité, les "Parts Sociales de Catégorie B" et individuellement, une "Part Sociale Catégorie B"), toutes ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune, chaque part sociale étant entièrement libérée.

Les comptes de prime d'émission suivants sont rattachés à chaque classe de parts sociales traçantes de la Société afin d'avoir (i) un compte de prime d'émission rattaché aux Parts Sociales Ordinaires (le "Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires"), (ii) un compte de prime d'émission rattaché aux Parts Sociales de Catégorie A (le "Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales de Catégorie A"), et (iii) un compte de prime d'émission rattaché aux Parts Sociales de Catégorie B (le "Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales de Catégorie B").

L'Associé Unique ou les Associés peuvent créer des Catégories additionnelles de parts sociales, diviser ou subdiviser les Catégories de parts sociales existantes. Chaque Catégorie de parts sociales doit, sauf disposition contraire dans les Statuts, correspondre à une part distincte de l'actif et du passif de la Société. Chaque prime d'émission versée pour toute part sociale ou une Catégorie spécifique de parts sociales suite à leur émission doit être allouée à un compte réserve de prime d'émission correspondant à cette Catégorie spécifique de parts sociales de la Société. Entre les associés de la Société, chaque Catégorie de parts sociales doit être traitée comme une Catégorie séparée. Les droits des associés de la Société qui (i) lorsqu'ils sont entrés en existence, ont été désignés comme rattachés à une Catégorie spécifique de parts sociales ou (ii) sont nés de la création, du fonctionnement ou de la mise en liquidation d'une Catégorie de parts sociales, sont, sauf disposition contraire dans les Statuts ou dans les lois applicables, strictement limités aux actifs de cette Catégorie de parts sociales et les actifs de cette Catégorie de parts sociales, sont exclusivement disponibles pour satisfaire ces associés. Les associés dont les droits ne sont pas attachés à une Catégorie spécifique de parts sociales ne peuvent avoir de droits sur les actifs d'une autre Catégorie de parts sociales. Toutes les décisions ou actions prises en violation de cette limitation sont nulles et non avenues. Toutes les exigences de quorum et/ou de vote doivent s'appliquer mutatis mutandis au niveau de chaque Catégorie de parts sociales."

Huitième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 24 (Affectation des Bénéfices) des Statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 24. Affectation des Bénéfices.** L'Associé Unique a attribué l'actif et le passif de la Société parmi les Catégories de parts sociales de la façon suivante: (i) les Parts Sociales de Catégorie A lient les Parts Sociales de Catégorie A émises par Balderton Capital V L2, S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social a 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, avec un capital social de quatre-vingt-sept mille cinq cent dix euros (87.510 EUR) et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177628 (la "Filiale"), et (ii) les Parts Sociales de Catégorie B lient les Parts Sociales de Catégorie B émises par la Filiale.

Dorénavant, à toutes intentions et fins, les parts sociales d'une Catégorie de parts sociales donnée doivent exclusivement être liées à et refléter la performance des actifs et passifs de cette Catégorie de parts sociales. Dans les limites autorisées par l'article 72-1 de la Loi, et dans la mesure où le compte de résultat de la Société présente des profits distribuables, les profits ne peuvent être partagés qu'au sein d'une seule Catégorie de parts sociales donnée par les associés de la même Catégorie et ne doivent pas influencer pas les résultats d'autres Catégories de parts sociales et, le cas échéant, les pertes ne pourront être partagées qu'au sein d'une seule Catégorie de parts sociales donnée par les associés de cette Catégorie et n'influenceront pas les résultats d'autres Catégories de parts sociales.

Le résultat de chaque catégorie de parts sociales sera le solde entre tous revenus, profits, ou autres produits payés ou dus en quelque forme que ce soit relatifs à la même Catégorie de parts sociales (incluant les plus-values, les distributions de dividendes et /ou les bonis de liquidation) et le montant des dépenses, pertes, impôts et autre transferts de fonds encourus par la Société pendant cette exercice social qui peuvent être régulièrement et raisonnablement attribués à la gestion et fonctionnement de cette Catégorie de parts sociales.

Tous produits et dépenses non attribués à une Catégorie de parts sociales en particulier seront alloués entre les différentes Catégories de parts sociales proportionnellement aux parts sociales émises dans chaque Catégorie de parts sociales.

Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de chaque Catégorie de parts sociales de la Société seront affectés au compte de la réserve légale de la Société, étant entendu que cette affectation sera limitée à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets agrégés de toutes les Catégories de parts sociales de la Société. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société et l'affectation sera réinitialisée dès que le montant d'affectation maximum n'est plus atteint pour toute la société.

Après l'affectation des bénéfices à la réserve légale, tout bénéfice supplémentaire sera alloué parmi chaque Catégorie de parts sociales aux pertes existantes, le cas échéant, au paiement d'un dividende aux détenteurs de parts sociales de la Catégorie concernée ou continuera à s'accumuler.

Dans le cas du paiement d'un dividende, chaque Catégorie de part sociale aura droit à une fraction du montant total des bénéfices distribués, en prenant en compte (i) le montant total des capitaux (valeur nominale et prime d'émission) représenté par chaque part sociale de cette Catégorie de parts sociales dont il est question, au moment dudit paiement du dividende, et (ii) de la portion de la réserve légale de la Société, constituée par les bénéfices nets générés par cette Catégorie de parts sociales. Les associés auront un pouvoir discrétionnaire de disposer de tous profits qui n'aura pas été rattaché à une Catégorie déterminée de parts sociales. Les associés approuveront ces comptes séparés simultanément avec les comptes tenus par la Société conformément à la loi sur les Sociétés et la pratique courante."

Neuvième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 26 (Dissolution, Liquidation) des Statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 26. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommées par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments, étant donné que le(s) liquidateur(s) doivent traiter chaque Catégorie de parts sociales comme une entité distincte pour la liquidation."

The Sole Shareholder resolved to amend article 26 (Share Capital) of the Articles, which shall forthwith read as follows:

Dixième résolution

L'Associé Unique a décidé d'autoriser la modification du registre d'associés de la Société afin de refléter les changements mentionnés ci-dessus, et donner pouvoir et autorité de mettre en oeuvre ce qui précède.

Estimation des coûts

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toute espèce qui incombent à la Société en raison de cet acte sont estimés à environ mille sept cents euros (EUR 1.700.-).

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, date qu'en tête.

Lecture du présent acte faite au mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom, état civil et demeure, ce mandataire a signé avec Nous, le notaire, le présent acte.

Signé: K. Klingele, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 4 juin 2015. GAC/2015/4721. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 19 juin 2015.

Référence de publication: 2015100208/382.

(150110983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Savills Investment Management (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 124.536.

In the year two thousand fifteen,

on the sixteenth day of the month of June.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

1.- "Savills Investment Management LLP" (formerly Cordea Savills LLP), a limited liability company, incorporated and existing under the laws of England, having its registered office at 33 Margaret Street London, W1G 0JD, registered under number OC306423,

duly represented by Mrs Aichouba Becheikh, employee, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given to her under private seal; and

2.- "BARCLAYS WEALTH TRUSTEES (GUERNSEY) LIMITED", acting as "trustee" of "The Savills plc 1992 Employee Benefit Trust", a limited liability company incorporated and existing under the laws of Guernsey, having its registered office at Floor 2, Le Marchant House, Le Truchot. BGU-GY1 3BE St. Peter Port, Guernsey, registered under number 24531,

duly represented by Mrs Aichouba Becheikh, prenamed,

by virtue of a proxy given to her under private seal.

Both proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

Such appearing parties are the sole shareholders (the "Shareholders") of "Cordea Savills Fund Managers (Luxembourg) S.à r.l." (the "Company"), a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 10, rue C.M. Spoo, L-2546 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 124536 and incorporated pursuant to a deed dated 15 February 2007 drawn up by the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 750 of 30 April 2007.

The Articles of Incorporation of the Company were amended pursuant to a notarial deed enacted by the undersigned notary, on 14 September 2007, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 2491 of 2 November 2007.

The appearing parties, acting in said capacity as Shareholders and representing as such the whole corporate capital, took the following resolutions:

First resolution

The Shareholders RESOLVE to change the Company's corporate name from "Cordea Savills Fund Managers (Luxembourg) S.à r.l." to "Savills Investment Management (Luxembourg) S.à r.l." and to consequently amend Article one (1) of the Company's Articles of Incorporation so as to read as follows:

" **Art. 1.** There exists a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of "Savills Investment Management (Luxembourg) S.à r.l." (hereinafter referred to as the "Management Company")."

Second resolution

The Shareholders RESOLVE to replace in Chapter "Definitions" in the Company's Articles of Association, the reference of the "2002 Law" by the reference of the "2010 Law", so that such reference will now have the following new wording:

"2010 Law" means the Luxembourg law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended from time to time;

Third resolution

The Shareholders RESOLVE to amend Article two (2) of the Company's Articles of Association in relating to its purposes by replacing in the last paragraph the reference "chapter 14 of the 2002 law" by the reference of "chapter 16 of the 2010 Law."

Fourth resolution

The Shareholders RESOLVE to amend Article twenty-one (21) of the Company's Articles of Incorporation by replacing the reference of the "2002 Law" by the reference of the "2010 Law".

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a German translation; on request of the appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by his name, first names, civil status and residence, said proxy holder signed together with Us, notary the present original deed.

Es Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes

Im Jahre zweitausendfünfzehn,
am sechzehnten Tag des Monats Juni.

Vor Uns, dem unterschriebenen Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in SASSENHEIM, Großherzogtum Luxemburg,

sind erschienen:

1.- „Savills Investment Management LLP“ (früher „Cordea Savills LLP“), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend nach dem Recht von England mit Sitz in 33 Margaret Street, London W1G 0JD, eingetragen im zuständigen Handelsregister unter der Nummer OC306423,

hier vertreten durch Frau Aichouba Becheikh, Angestellte, berufsansässig in Luxemburg,
aufgrund einer ihr erteilten privatrechtlichen Vollmacht, und

2.- "BARCLAYS WEALTH TRUSTEES (GUERNSEY) LIMITED", handelnd als "trustee" der "The Savills plc 1992 Employee Benefit Trust", a limited liability company gegründet und bestehend unter den Gesetzen von Guernsey mit Gesellschaftssitz in Floor 2, Le Marchant House, Le Truchot. BGU-GY1 3BE St. Peter Port, Guernsey, eingetragen im zuständigen Handelsregister von Guernsey, unter der Nummer 24531,

hier vertreten durch Frau Aichouba Becheikh, vorgeannt,
aufgrund einer ihr erteilten privatrechtlichen Vollmacht.

Beide erteilten Vollmachten, ne varietur durch die Bevollmächtigte der Erschienenen und den amtierenden Notar unterzeichnet, bleiben dieser Urkunde beigelegt, um mit derselben registriert zu werden.

Die erschienene Gesellschaften sind die alleinigen Gesellschafter (die "Gesellschafter") der „Cordea Savills Fund Managers (Luxembourg) S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die dem Luxemburger Recht unterliegt, mit Geschäftssitz in 10, rue C.M. Spoo, L-2546 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handelsund Gesellschaftsregister von Luxemburg R.C.S. unter der Nummer B 124536,

gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 15. Februar 2007, aufgenommen durch den amtierenden Notar und veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 750 vom 30 April 2007.

Die Satzung der Gesellschaft wurde abgeändert gemäß einer notariellen Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, am 14. September 2007, welche im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 2491 vom 2. November 2007 veröffentlicht wurde.

Die Erschienenen, in ihren Eigenschaften als Gesellschafter und als solche das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, haben folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter BESCHLIESSEN den Namen der Gesellschaft von „Cordea Savills Fund Managers (Luxembourg) S.à r.l.“ in „Savills Investment Management (Luxembourg) S.à r.l.“ abzuändern und als direkte Folge Artikel eins (1) der Gesellschaftssatzung abzuändern, damit er wie folgt lautet:

" **Art. 1.** Es besteht eine Gesellschaft in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Namen „Savills Investment Management (Luxembourg) S.à r.l.“ (nachstehend „Verwaltungsgesellschaft“ genannt).“

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter BESCHLIESSEN im Kapitel „Definitionen“ der Gesellschaftssatzung, den Hinweis zum „Gesetz von 2002“ durch den, zum „Gesetz von 2010“ zu ersetzen, so daß solcher Hinweis nun folgenden neuen Wortlaut erhält:

"Gesetz von 2010" ist das luxemburgische Gesetz vom 17. Dezember 2010 betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils geltenden Fassung.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter BESCHLIESSEN Artikel zwei (2) der Gesellschaftssatzung abzuändern bezüglich seines Zweckes, durch Ersetzen im letzten Absatz, den Hinweis „Kapital 14 des Gesetzes von 2002“ durch „Kapital 16 des Gesetzes von 2010“.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafter BESCHLIESSEN Artikel einundzwanzig (21) der Gesellschaftssatzung abzuändern durch Ersetzen des Hinweises zum „Gesetz von 2002“ durch das „Gesetz von 2010“.

Obenerwähntes wird in der Urkunde, aufgenommen in Luxemburg und am Datum wie eingangs erwähnt, festgehalten.

Der unterzeichnete Notar, der englischen Sprache kundig und mächtig, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der oben erwähnten Parteien diese Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Fassung, verfasst wurde; auf Anfrage derselben erschienenen Parteien wird im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgebend sein.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der erschienenen Parteien, welche dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt ist, hat dieselbe Bevollmächtigte zusammen mit Uns, dem Notar, die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. BECHEIKH, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 18. Juni 2015. Relation: EAC/2015/13928. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.-EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015100284/120.

(150110899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Bartina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 197.915.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the tenth of June.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

FREO Group S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6D, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B. 181015,

here represented by Mrs Isabel DIAS, private employee, with professional address at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a proxy given in Senningerberg on 26th May, 2015.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the mandatory and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated herein-above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name "Bartina S.à r.l." (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10th, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which shall be adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. In the event that the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such equity stake. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other way any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or the obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company shall not carry out any regulated activities of the financial sector.

3.3. The purpose of the Company includes in particular the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to immovable properties, including the direct or indirect holding of equities in Luxembourg or foreign companies, having as principal object the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600) represented by twelve thousand six hundred (12,600) shares in registered form with a par value of one euro (EUR 1,-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced on one or more occasions by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. The Company's shares are indivisible as only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative in their dealings with the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. Prior to the transfer of all or part of his shares, any partner must notify such transfer to the Company. The general meeting of partners may resolve that all or part of the offered shares shall be assigned, according to the terms and conditions set for the proposed transfer:

- a) to the Company, within the limits set forth by the law,
- b) to other partner(s), or
- c) to a designated third party

6.5. Shareholder may request the Company to redeem all or part of his shares. Any redemption request from a partner shall be submitted to the prior approval of the general meeting of partners which may resolve that all or part of such shares shall be assigned:

- a) to the Company, within the limits set forth by the law,
- b) to other shareholder(s), or
- c) to a designated third party.

6.6. All or part of the shares of a shareholder may have to be redeemed by the company if such shares have been transferred in violation of clause 6.3 or 6.4 above.

6.7. All and any shares redeemed in accordance with clause 6.5 or 6.6 above shall be cancelled forthwith and all rights attached thereto shall be extinguished.

6.8. A share register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.9. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which set the term of their office. If there are more managers they are classified into class A managers and class B managers. The manager(s) do not need to be shareholder(s).

7.2. The managers, and each of them, may be dismissed ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there is more than one manager, by any manager of category A and any category B manager acting jointly.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon the call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in the case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, or by facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager of the Company may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager of the Company as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members with at least one Category A Manager is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting. Notwithstanding the previous sentence, all managers shall be physically present in Luxembourg in order to attend a meeting of the board of managers at least once a year.

9.7. In lieu of a meeting of the managers, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters or by the sole signature of the sole manager or in case of plurality of managers, by the joint signatures of any category A manager and any category B manager or by the single or joint signature(s) of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate with its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all shareholders in writing, whether in original or by facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. Notwithstanding article 13.2 of these Articles, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and end on the thirty-first day of December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all of the Company's commitments and the indebtedness of the managers, the statutory auditor(s) (if applicable) and shareholders to the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses, represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the prior financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and amounts to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole shareholder or the general meeting of shareholders; and
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1 In the event of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided in the resolution of the shareholder (s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of multiple shareholders, to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder of the Company.

VII. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2015.

Subscription-Payment

Thereupon, FREO Group S.à r.l., named and represented as stated above, declares to subscribe for twelve thousand six hundred (12,600) shares in registered form, each with a par value of one euro (EUR 1,-), and to fully pay for such shares by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600), so that such amount of twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr Erwan LE BERRE, Managing Director, born on November 17th, 1972 in Bourges, France, with business address at L-2633 Senningerberg, 6d, route de Trèves, manager of the category A; and

- Mr Robert FABER, private employee, born on May 15th, 1964 in Luxembourg, residing professionally at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, manager of the category B.

2. The registered office of the Company is established at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version and in the case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn-up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

The German Translation follows:

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am zehnten Juni.

Vor Uns, Maître Martine SCHAEFFER, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

FREO Group S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B. 181015,

hier vertreten durch Frau Isabel DIAS, Angestellte, mit Berufsadresse in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, aufgrund von einer Vollmacht die in Senningerberg, am 26. Mai 2015 ausgestellt wurde.

Diese Vollmacht, nachdem sie vom Bevollmächtigten und dem unterzeichneten Notar “ne varietur” unterzeichnet wurde, bleibt dieser Urkunde zum Zweck der Registrierung beigegeben.

Welcher Komparent, handelnd wir vorstehend, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (“société à responsabilité limitée”), die hiermit gegründet wird, wie folgt zu dokumentieren:

Bezeichnung - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Bezeichnung. Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (“société à responsabilité limitée”) unter der Bezeichnung “Bartina S.à r.l.” (nachstehend die Gesellschaft) gegründet, die der Luxemburger Gesetzgebung unterliegt, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert (nachstehend das Gesetz), sowie gegenwärtiger Satzung (nachstehend die Satzung).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Niederanven, im Großherzogtum Luxemburg. Er kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Des Weiteren kann der Sitz durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft errichtet werden. Sollte der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschließen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind, und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit am Sitz der Gesellschaft, oder die Verbindung derselben mit dem Ausland behindern würden oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis zur vollständigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse. Derartige provisorische Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der provisorischen Sitzverlegung des Gesellschaftssitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Der Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen in irgendwelcher Form an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, Rentenwerte, Geldmarkteinlagen und andere Schuldtitel aller Art durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder sonstwie erwerben, und im Allgemeinen alle Wertschriften und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Sie kann an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht aller Gesellschaften oder Unternehmen teilnehmen. Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Bestands von Patenten oder anderen geistigen Eigentumsrechten jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeder Art aufnehmen, außer auf dem Wege von öffentlichen Angeboten. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierung, Schuldscheine, Anleihen und Rentenwerte, sowie jede Art von Schuldtiteln und/oder Dividendenpapieren ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel verleihen, einschließlich, ohne Begrenzung, die Erlöse aus Kreditverbindlichkeiten und/oder Emissionen von Schuld- oder Dividendenpapieren an ihre Zweigunternehmen, angegliederte Gesellschaften und/oder jede andere Gesellschaft. Die Gesellschaft kann in Bezug auf ihr gesamtes oder teilweises Vermögen ebenfalls Sicherheiten leisten; sie kann verpfänden, übertragen, belasten oder sonstwie Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und Vereinbarungen und/oder den Verpflichtungen und Vereinbarungen jeder anderen Gesellschaft nachzukommen, und sie im Allgemeinen zu eigenem Nutzen und/oder zum Nutzen jeder anderen Gesellschaft oder Person abzusichern. In keinem Fall wird die Gesellschaft regulierten Aktivitäten des Finanzsektors nachgehen.

3.3. Der Zweck der Gesellschaft umfasst insbesondere den Erwerb, die Entwicklung, Förderung, Verkauf, Verwaltung und / oder Vermietung von Immobilien entweder im Großherzogtum Luxembourg oder im Ausland sowie alle Vorgänge im Zusammenhang mit unbeweglichem Vermögen, einschließlich der direkte oder indirekte Beteiligung von Aktien in Luxemburg oder ausländischen Gesellschaften, die als Hauptaufgabe der Erwerb, die Entwicklung, Förderung, Verkauf, Verwaltung und /oder Vermietung von Immobilien.

3.4. Die Gesellschaft darf alle Handels-, Finanz- und Gewerbetätigkeiten, die dazu bestimmt sind, ihren Gesellschaftszweck zu fördern oder die sich auf ihren Gesellschaftszweck beziehen.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

4.2. Die Gesellschaft kann nicht aufgelöst werden wegen einem Sterbefall, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder ähnlichen Vorkommnissen, die einen oder mehrere Gesellschafter betreffen.

II. Kapital - Gesellschaftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600) festgelegt und besteht aus zwölftausendsechshundert (12.600) Namensanteilen mit einem Nennwert je Gesellschaftsanteil von ein Euro (EUR 1,-); alle Gesellschaftsanteile sind gezeichnet und voll eingezahlt.

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann bei einem oder mehreren Anlässen durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder, gegebenenfalls, durch die Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, erhöht oder vermindert werden.

Art. 6. Gesellschaftsanteile.

6.1. Jeder Gesellschaftsanteil erteilt dem Besitzer ein Anrecht auf einen Bruchteil der gemeinschaftlichen Vermögenswerte und Gewinne der Gesellschaft in unmittelbarem Verhältnis zu der Anzahl der bestehenden Gesellschaftsanteile.

6.2. Die Anteile der Gesellschaft sind unteilbar, da je Gesellschaftsanteil nur ein Besitzer anerkannt wird. Gemeinschaftliche Eigentümer haben eine einzige Person zu ihrem Vertreter für ihre Beziehungen mit der Gesellschaft zu ernennen.

6.3. Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern oder, im Falle eines Alleingesellschafters, an Dritte frei übertragbar. Falls die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat, unterliegt die Übertragung von Anteilen an Nicht-Gesellschafter der vorherigen Zustimmung der Hauptversammlung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft vertreten.

Eine Anteilsübertragung bindet die Gesellschaft oder Dritte nur infolge einer Mitteilung an die, oder einer Billigung seitens der Gesellschaft, gemäß Artikel 1690 des Bürgerlichen Rechts.

Bezüglich aller anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des Gesetzes hingewiesen.

6.4. Vor der Übertragung der Gesamtheit oder eines Teils seiner Anteile muss jeder Gesellschafter dies der Gesellschaft mitteilen. Die Hauptversammlung der Gesellschafter kann beschließen, dass alle oder ein Teil der angebotenen Aktien zugeteilt werden, gemäß den folgenden Bestimmungen und Bedingungen an,

- a) die Gesellschaft unter Berücksichtigung der Einschränkungen durch das Gesetz
- b) auf andere Gesellschafter oder
- c) an einen bestimmten Dritten

6.5. Der Gesellschafter kann die Rücknahme alle oder einen Teil der seiner Aktien anfragen. Rücknahmeanträge eines Gesellschafters benötigen die Zustimmung der Hauptversammlung der Gesellschafter, diese beschließen, dass alle oder einen Teil der Aktien zugeordnet werden sollen.

- a) an die Gesellschaft, unter Berücksichtigung der Einschränkung durch das Gesetz
- b) auf andere Gesellschafter oder
- c) zu einem bestimmten Dritten

6.6. Alle oder einen Teil der Anteile des Gesellschafters kann von der Gesellschaft zurückgenommen werden, wenn diese Anteile mit Verletzung von Ziffer 6.3 oder 6.4 übertragen wurden.

6.7. Alle Anteile die gemäß Punkt 6.5 oder 6.6 eingelöst wurden können unverzüglich gelöscht werden und alle Rechte erlöschen.

6.8. Am Sitz der Gesellschaft wird gemäß den Bestimmungen des Gesetzes ein Anteilsregister aufbewahrt, das von jedem Gesellschafter, der dies verlangt, eingesehen werden kann.

6.9. Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

III. Verwaltung - Vertretung

Art. 7. Verwaltungsrat.

7.1. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geleitet, der aus einem oder mehreren Geschäftsführern zusammengesetzt ist, welche als solche durch einen Beschluss der Gesellschafter, der ihre Amtszeit festlegt, bezeichnet werden. Falls es mehrere Geschäftsführer gibt sind diese eingeteilt in Kategorie A Geschäftsführer und Kategorie B Geschäftsführer.

Der(die) Geschäftsführer muss(en) kein(e) Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer, und jeder einzelne von ihnen, können ad nutum vom Amt abgesetzt werden (ohne jeden Grund).

Art. 8. Vollmachten des Verwaltungsrates.

8.1. Alle Vollmachten, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, fallen unter den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates, der alle Befugnisse hat, um alle Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu bestätigen, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft übereinstimmen.

8.2. Besondere und begrenzte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten vom alleinigen Geschäftsführer, oder im Falle von mehreren Geschäftsführern, von einem Geschäftsführer der Kategorie A und einem Geschäftsführer der Kategorie B gemeinsam, an einen oder mehrere Vertreter übertragen werden, die keine Gesellschafter zu sein brauchen.

Art. 9. Vorgehensweise.

9.1. Der Verwaltungsrat tritt so oft am Ort, der in den Einberufungsschreiben angegeben ist, zusammen wie die Interessen der Gesellschaft es verlangen, oder auf Einberufung eines Geschäftsführers.

9.2. Schriftliche Mitteilung über jede Verwaltungsratssitzung ergeht mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem Tag der Sitzung an alle Geschäftsführer, außer in einem Notfall, in welchem Fall die Art dieser Umstände im Einberufungsschreiben für die Verwaltungsratssitzung anzugeben ist.

9.3. Ein Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft in einer Sitzung anwesend oder vertreten sind und erklären, über die Sitzung rechtmäßig informiert worden zu sein und die Tagesordnung zu kennen. Es kann von jedem Mitglied des Verwaltungsrats der Gesellschaft per Brief, Faksimile oder Email auf das Einberufungsschreiben verzichtet werden.

9.4. Jeder Geschäftsführer der Gesellschaft kann an jeder Verwaltungsratssitzung teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer der Gesellschaft zu seinem Vertreter bestellt.

9.5. Der Verwaltungsrat kann nur gültig tagen und beschließen, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend sind, mindestens aber ein Kategorie A Manager vertreten ist. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden gültig mit der Mehrheit der Stimmen gefasst. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die von allen in der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet sind.

9.6. Jeder Geschäftsführer kann über Telefon oder Videokonferenz oder durch jedwede andere, ähnliche Kommunikationsmittel an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, die allen Personen, die an der Sitzung teilnehmen, ermöglichen, einander zu hören und miteinander zu sprechen. Die Teilnahme an einer Sitzung durch diese Mittel ist gleich einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Ungeachtet des vorhergehenden Satzes haben alle Geschäftsführer in Luxemburg mindestens einmal jährlich persönlich anwesend zu sein, um an einer Sitzung des Verwaltungsrates teilzunehmen.

9.7. In Dringlichkeitsfällen sind Zirkularbeschlüsse, die von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind, ebenso gültig und verbindlich wie Beschlüsse, die in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Sitzung gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Exemplaren eines gleichlautenden Beschlusses geleistet, und schriftlich oder per Faksimile bescheinigt werden.

Art. 10. Vertretung. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft in allen Angelegenheiten durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder im Fall von mehreren Geschäftsführern durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der A Kategorie und eines Geschäftsführers der B Kategorie oder durch die einzelne oder gemeinsame Unterschrift aller vertretungsbefugten Personen, an die eine solche Zeichnungsvollmacht gemäß Abschnitt 8.2. dieser Satzung gültig übertragen wurde, rechtlich verpflichtet.

Art. 11. Verpflichtung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind durch ihr Amt nicht persönlich haftbar für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft gültig eingegangen sind, unter der Bedingung, dass solche Verpflichtungen in Übereinstimmung mit gegenwärtiger Satzung sowie den anwendbaren Bestimmungen des Gesetzes sind.

IV. Hauptversammlungen der Aktionäre

Art. 12. Vollmachten und Stimmrechte.

12.1. Der Alleingesellschafter übernimmt alle Vollmachten, die vom Gesetz der Hauptversammlung der Gesellschafter übertragen werden.

12.2. Jeder Gesellschafter besitzt Stimmrechte, die im Verhältnis zur Anzahl seiner Anteile stehen.

12.3. Jeder Gesellschafter kann eine natürliche Person oder Rechtspersönlichkeit per Brief, Faksimile oder Email zu seinem Bevollmächtigten bestellen um ihn bei den Hauptversammlungen der Gesellschafter zu vertreten.

Art. 13. Form - Beschlussfähige Anzahl - Mehrheit.

13.1. Falls die Anzahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, können ihre Entscheidungen durch Zirkularbeschluss gefasst werden, dessen Text schriftlich, sei es im Original oder über Faksimile oder Email, an alle Gesellschafter geschickt wird. Die Gesellschafter geben ihre Stimme durch Unterzeichnung des Zirkularbeschlusses ab. Die Unterschriften der Gesellschafter können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Exemplaren eines gleichlautenden Beschlusses geleistet werden, und per Brief oder per Faksimile bescheinigt werden.

13.2. Kollektivbeschlüsse sind nur gültig, wenn sie von Gesellschaftern gefasst werden, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals besitzen.

13.3. Ungeachtet von Artikel 13.2. gegenwärtiger Satzung können Beschlüsse in Bezug auf Abänderungen der Satzung oder in Bezug auf die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft nur mit der Stimmenmehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel (3/4) des Stammkapitals der Gesellschaft besitzen, gefasst werden.

V. Jahresabschluss - Gewinnzuteilung

Art. 14. Geschäftsjahr.

14.1. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jedes Jahr am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember.

14.2. In Bezug auf das Ende des Geschäftsjahres der Gesellschaft hat der Verwaltungsrat jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft, sowie das Inventar, einschließlich der Angabe des Wertes der Aktiva und Passiva der Gesellschaft, zu erstellen, mit einem Anhang, der alle Verpflichtungen der Gesellschaft zusammenfasst, und die Verbindlichkeiten der Geschäftsführer, des oder der Rechnungskommissare (falls anwendbar) und der Gesellschafter der Gesellschaft zusammenfasst.

14.3. Jeder Gesellschafter kann das obengenannte Inventar und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 15. Gewinnverteilung.

15.1. Der in den Jahreskonten aufgeführte Bruttogewinn der Gesellschaft, nach Abzug der Allgemeinkosten, Tilgungen und Kosten, stellt den Nettogewinn dar. Ein Betrag gleich fünf Prozent (5 %) des Nettogewinns der Gesellschaft wird der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese zehn Prozent (10 %) des Grundkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

15.2. Die Hauptversammlung der Gesellschafter kann nach freiem Ermessen über den Überschuss verfügen. Insbesondere kann sie den Gewinn zu einer Dividendenzahlung freigeben oder sie der Rücklage zuweisen oder auch als Saldo vortragen.

15.3. Jederzeit können Zwischendividenden unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

- (i) ein Kontenauszug oder ein Inventar oder Bericht wird vom Verwaltungsrat erstellt;
- (ii) dieser Kontenauszug, dieses Inventar oder dieser Bericht zeigen, dass genügend Geldmittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; wohlverstanden darf der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres realisierten Gewinne, zuzüglich der vorgetragenen Gewinne und der ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich der vorgetragenen Verluste und der Beträge, die der gesetzlichen Rücklage zuzuführen sind, nicht übersteigen;
- (iii) die Entscheidung zur Zahlung von Zwischendividenden wird vom einzigen Gesellschafter oder von der Hauptversammlung der Gesellschafter getroffen, und
- (iv) eine Zusicherung wurde gegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft nicht gefährdet sind.

VI. Auflösung - Liquidation

16.1. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, die keine Gesellschafter zu sein brauchen, und die durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannt werden, die ihre Vollmachten und Vergütung bestimmt. Falls in dem Beschluss des oder der Gesellschafter, oder durch ein Gesetz, nichts Anderes vorgesehen ist, sind die Liquidatoren mit den weitgehendsten Vollmachten für die Realisierung der Vermögenswerte und die Zahlung der Verpflichtungen der Gesellschaft versehen.

16.2. Der Überschuss aus der Realisierung der Vermögenswerte und Zahlung der Verpflichtungen der Gesellschaft wird an den Gesellschafter gezahlt oder, im Falle mehrerer Gesellschafter, an die Gesellschafter im Verhältnis zu der Anzahl der Anteile, die sie in der Gesellschaft besitzen.

VII. Allgemeine Bestimmung

17. Es wird auf die Bestimmungen des Gesetzes in Bezug auf alle Angelegenheiten verwiesen, die nicht ausdrücklich in gegenwärtiger Satzung aufgeführt werden.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag dieser Urkunde und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung - Zahlung

Daraufhin erklärt FREO Group S.à r.l., vorgenannt und vertreten wie vorstehend angegeben, zwölftausendsechshundert (12.600) Gesellschaftsanteile in Namensform zu zeichnen, jede mit einem Nennwert von ein Euro (EUR 1,-), und diese Gesellschaftsanteile vollständig durch Barzahlung mit einem Betrag von zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600) einzuzahlen, so dass der genannte Betrag von zwölftausendsechshundert Euro (EUR 12.600) somit zur Verfügung der Gesellschaft steht, wie dem unterzeichneten Notar bescheinigt wurde, der dies ausdrücklich bestätigt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Gebühren und Auslagen jeder Art, die von der Gesellschaft aus Gründen ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf ungefähr eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400.-) geschätzt.

Beschlüsse des Alleingesellschafters

Sofort nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleingesellschafter der Gesellschaft, der das gesamte gezeichnete Stammkapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Folgende Personen werden auf unbestimmte Zeit zum Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

- Herr Erwan LE BERRE, Manager, geboren am 17. November 1972 in Bourges, (Frankreich), geschäftsansässig in L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves, Geschäftsführer der Kategorie A; und

- Herr Robert FABER, Privatangestellter, geboren 15. Mai 1964 in Luxemburg, geschäftsansässig in L-1511 Luxembourg, 121 Avenue de la Faïencerie, Geschäftsführer der Kategorie B.

2. Der Sitz der Gesellschaft ist in L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Antrag des vorstehenden Komparenten gegenwärtige Urkunde auf Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer Fassung in deutscher Sprache, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung überwiegt.

WORÜBER Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Und nach Verlesung an die Bevollmächtigte des Komparenten hat diese zusammen mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 19 juin 2015. 2LAC/2015/13746. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2015.

Référence de publication: 2015100211/464.

(150111146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Ado Properties S.A., Société Anonyme,

(anc. Ado Properties).

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.554.

In the year two thousand and fifteen, on the sixteenth day of June, before Us Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

A.D.O. Group Ltd, a private limited liability company incorporated under the laws of Israel, with registered office at 1A Hayarden Street, Airport City, Ben Gurion Airport, Tel Aviv, Israel, registered with the registrar of companies of Israel, under number 52-003906-6, being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of ADO Properties, a private limited company (société à responsabilité limitée)

governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 197554 (the "Company"),

represented by Ms Sabine HINZ, Avocat à la Cour, with professional address in 2, rue Petermelchen, Immeuble C2, L-2370 Howald, Luxembourg,

by virtue of a power of attorney given under private seal on June 15th, 2015.

The said power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

Agenda

1. Change of the legal form of the Company from a "société à responsabilité limitée" into a "société anonyme".
2. Change of the denomination of the Company to "ADO Properties S.A."
3. As a consequence of the change of legal form of the Company, reclassification of the shares issued as "parts sociales" as registered shares with a view to their compulsory conversion into dematerialised shares as per the procedure set out in Article 7 of the revised articles of association of the Company to be adopted pursuant to resolution 5.
4. Subsequent amendment and restatement of the articles of association of the Company and change of the language into which the English version is to be translated from French into German.
5. Acceptance of the manager's resignation and appointment of the same person as director.

6. Appointment of an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé).

7. Authorisation of Mr Yaron Zaltsman to carry out all steps and enter into any documents on behalf of the Company that may be required in connection with the conversion of the issued capital into dematerialised shares and the issue of the dematerialised shares.

8. Miscellaneous.

After due and careful deliberation, the following resolutions were taken:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the legal form of the Company from a “société à responsabilité limitée” into a “société anonyme”, without discontinuity of its legal personality.

The issued capital of the Company of thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) is at least equal to the required minimum capital of a “société anonyme”.

Proof that the net asset value of the Company corresponds to the Company’s capital has been given by a report of the audit firm Mayfair Audit S.à r.l., having its registered office at 2, Millewee, L-7257 Walferdange, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 189.753.

Mayfair Audit S.à r.l. concludes that nothing has come to their attention that causes them to believe that the value of the nets assets of the Company does not correspond at least to EUR 31,000 (thirty one thousand Euro) being the value of the minimum share capital on the date of conversion.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to change the denomination of the Company to “ADO Properties S.A.”.

Third resolution

As a consequence of the change of legal form of the Company, the Sole Shareholders resolves to re-classify the issued “part sociales” as registered shares with a view to their compulsory conversion into dematerialised shares as per the procedure set out in Article 7 of the revised articles of association of the Company to be adopted pursuant to resolution 5.

Fourth resolution

As a consequence of the above resolutions, the Sole Shareholder resolves to fully restate the articles of association as follows and change the language into which the English version is to be translated from French into German:

Art. 1^{er}. Form, Denomination. Between those present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter a Luxembourg société anonyme exists under the name of ADO Properties S.A. (the "Company") governed by the laws of Luxembourg and the present articles of association (the "Articles" or the "Articles of Association").

Art. 2. Duration. The duration of the Company is unlimited.

Art. 3. Registered office. The Company shall have its registered office within the City of Luxembourg in the Grand-Duchy of Luxembourg.

The Board of Directors shall also have the right to set up offices, administrative centres, agencies and subsidiaries wherever it shall see fit, either within or outside the Grand-Duchy of Luxembourg. Without prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts in case the registered office of the Company has been determined by contract with third parties, the registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the Board of Directors; the registered office may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by a decision of the General Meeting of shareholders of the Company (the "General Meeting")

In the event that the Board of Directors determines that political, economic or social developments or events of exceptional nature have occurred, threaten to occur or are imminent that are likely to affect normal working operations at the registered office or easy communications with places abroad, the registered office may be declared provisionally transferred abroad, until such time as circumstances have completely returned to normal. Such transfer of the registered office will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 4. Object, purpose. The corporate purpose of the Company shall be the long-term creation of value by investment in and development of real estate properties and immovable property as well as the purchase, rental and disposal of such properties. It may also carry out real estate management for its own purposes and any other activity whatsoever in the real estate sector.

The Company may realise that corporate purpose either directly or through the creation of companies, the acquisition, holding or acquisition of interests in any companies or partnerships, membership in any associations, consortia and joint ventures.

The Company may also acquire by purchase, subscription or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or in any other manner shares, bonds, debt securities, warrants and other securities and instruments of any kind.

The Company may borrow in any form including by way of public offer of securities. It may issue, shares, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to affiliated and group companies. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its affiliated and group companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may engage independent attorneys, accountants, consultants, advisors, appraisers, and such other persons as the Company may deem necessary or advisable;

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to the direct or indirect investments in movable and immovable property, including real estate property and including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property, and it may otherwise deal in the assets or businesses underlying the Company's direct or indirect investments and engage in all such activities and transactions as the Company may deem necessary, advisable or incidental to the carrying out of any of the foregoing objects and purposes in this Article 4.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 5. Share Capital. The issued capital of the Company is set at thirty one thousand Euro (EUR 31,000) represented by twenty-five million (25,000,000) shares without a nominal value (the "Shares"), all of said Shares being fully paid up.

The authorised un-issued capital of the Company is set at seven hundred and fifty million Euros (750,000,000) without nominal value. The authorisation to issue Shares thereunder is valid for a period ending five (5) years after the date of the publication of these Articles in the official gazette of Luxembourg (Mémorial C. Recueil des Sociétés et Associations) (the "Mémorial") (unless amended or extended by the General Meeting).

The Board of Directors or delegate(s) duly appointed by the Board of Directors, may from time to time issue such shares within the authorised share capital at such times and on such terms and conditions, including the issue price, as the Board of Directors or its delegate(s) may in its or their discretion resolve. In particular, without limitation, the Board of Directors may issue shares in favour of members of the Board of Directors, executives, employees, consultants of the Company and the group to which it belongs, directly or under the terms of option, incentive or similar plans approved by the Board of Directors. The Board of Directors is authorised to suppress, limit or waive any pre-emptive subscription rights of shareholders to the extent it deems advisable for any issues of shares within the authorised capital. In addition, the issued and/or authorised capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the General Meeting adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by law for any amendment of these Articles of Association.

Subject to the provisions of law and these Articles, each shareholder shall have a preferential right of subscription in the event of the issue of new shares in return for contributions in cash. Such preferential right of subscription shall be proportional to the fraction of the capital represented by the shares held by each shareholder.

The preferential subscription right may be limited or cancelled by a resolution of the General Meeting in accordance with applicable law.

The Company may proceed to the repurchase of its own shares within the limits laid down by law.

The Company shall not issue fractional shares. The Board of Directors shall be authorised at its discretion to provide for the payment of cash in lieu of any fraction of a share.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by law.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share is transferred. The amount of the premium account may be used by the Board of Directors to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

The Company may, without limitation, accept equity or other contributions from existing shareholders without issuing any shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of such accounts are to be taken by the Board of Directors subject to compliance with these Articles of Association and applicable law. For the avoidance of doubt, any such decision does not need to allocate to the contributor any amount contributed to such accounts.

Art. 6. Shares in registered form. The shares are issued in registered form and will be subject to compulsory dematerialization in order to be issued in dematerialised form.

Subject to the foregoing, share certificates confirming ownership may be issued for shares in such denominations as the Board of Directors shall prescribe. The share certificates shall be in such form and shall bear such legends and such numbers

of identification as shall be determined by the Board of Directors. The share certificates shall be signed manually or by facsimile by two members of the Board of Directors of the Company.

Lost, stolen or mutilated share certificates will be replaced by the Company upon such evidence, undertakings and indemnities as may be deemed satisfactory to the Company, provided that mutilated share certificates shall be delivered before new share certificates are remitted.

A register of shares will be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Ownership of shares will be established by inscription in the said register. A transfer of shares shall be carried out by means of a declaration of transfer entered in the said register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their duly authorised representatives. The Company may accept and enter in the register a transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement between the transferor and the transferee.

The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will be required to name a single proxy to represent the share vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such share until one person has been appointed in this way. The same rule shall apply in the case of a conflict between a pledgor and a pledgee.

The shares of the Company are generally transferable without restriction. The Board of Directors may, however, impose transfer restrictions for shares that are registered, listed, quoted, dealt in, or have been placed in certain jurisdictions in compliance with the requirements applicable therein.

The Company may consider the person in whose name the registered shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such registered shares. The Company shall be justified in considering any right, interest or claims of third parties in or upon such registered shares to be non-existent, subject, however, to any right which a third party might have to demand the registration or change in registration of registered shares. In the event that a holder of registered shares does not provide an address to which all notices or announcements from the Company may be sent, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register(s) of shareholders and such holder's address will be deemed to be at the registered office of the Company or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until a different address shall be provided to the Company by such holder. The holder may, at any time, change his address as entered in the register(s) of shareholders by means of written notification to the Company or the relevant registrar.

All communications and notices to be given to a registered shareholder shall be deemed validly made to the latest address communicated by the shareholder to the Company.

Art. 7. Transitory Provision - Procedure for Conversion. This Article provides the procedure for conversion of the registered shares of the Company into dematerialised shares pursuant to the Law of 6 April 2013 on dematerialised securities (the "Dematerialisation Law").

Conversion into dematerialised shares is compulsory and applies to all Shares issued by the Company.

Under Articles 9 and following of the Dematerialisation Law the Shares must be converted at the latest on 17 June 2017 using a securities account in the name of their holder. Each holder recorded in the shareholder register shall provide the Company with the required data relating to its account keeper or foreign account keeper and to its securities account so as to be able to credit the Shares. The Company shall transmit this data to the single settlement organisation to be used being LuxCSD S.A. (the "Settlement Organisation") which shall adjust the securities issuance account and transfer the Shares to the relevant account keeper. The Company shall adapt, where applicable, its register of registered securities accordingly.

Art. 8. Shares in dematerialised form. Once the Shares have been converted they shall exist in dematerialised form ("titres dématérialisés") pursuant to Article 42bis of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and in accordance with the Dematerialisation Law. All dematerialised shares will be registered via the Settlement Organisation.

The dematerialised shares are only represented, and the ownership of such shares is only established by a record in the name of the shareholder in a securities account. The Settlement Organisation may issue or request the Company to issue certificates relating to dematerialised shares for the purpose of international circulation of securities.

The dematerialised shares issued by the Company shall be recorded at all times in the single securities issuance account of the Settlement Organisation, which shall indicate the identification elements of these dematerialised shares, the quantity issued and any subsequent changes.

To allow the account keepers or, where applicable, the foreign account keepers to exercise their associational rights and their rights of action against the Company or third parties, they shall issue certificates to their account holders in exchange for written certification by the latter that they hold the shares concerned for own account or act pursuant to a right granted by the holder of the share rights. Reference shall be made of it on the certificate.

The shares are freely transferable in accordance with the legal requirements for dematerialised shares. The Board of Directors may, however, impose transfer restrictions for Shares that are registered, listed, quoted, dealt in or have been placed in certain jurisdictions in compliance with the requirements applicable therein.

The transfer of a dematerialised share occurs by book entry (virement de compte à compte).

For the purposes of identifying the shareholders, the Company may, at its expense, request from the Settlement Organisation the name or the denomination, nationality, date of birth or date of incorporation and the address of the holders of

the shares in its books which immediately confers or may confer in the future voting rights at the Company's general meetings of the shareholders, together with the number of shares held by each of them and, where applicable, the limits the shares may be subject to. The Settlement Organisation shall provide the Company with the identification data in its books on the holders of the securities accounts in its books and the number of shares held by each of them.

The same information on the shareholders for own account shall be gathered by the Company through the account holders, whether from Luxembourg or abroad, who have a securities account with the Settlement Organisation.

The Company may request the persons indicated on the lists given to it to confirm that they hold the shares for own account.

When a person who holds an account with the Settlement Organisation or an account keeper or a foreign account keeper does not communicate the information requested by the Company in accordance with article 17 of the Luxembourg law of 6 April 2013, within two months as from the request or, if he communicated incomplete or erroneous information relating to his quality or the quantity of the shares held by him, the Company may suspend until settlement the voting rights up to the amount of the shares for which the information requested was not received.

The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will be required to name a single proxy to represent the share vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such share until one person has been appointed in this way. The same rule shall apply in the case of a conflict between a pledgor and a pledgee.

The Company shall make payments, by way of dividends or otherwise, in cash, shares or other assets only into the hands of the Settlement Organisation and that payment shall release the Company from any and all obligations for such payment.

Art. 9. Voting rights. Each share shall be entitled to one vote at all General Meetings subject to the provisions of applicable law.

Art. 10. Board of Directors. The Board of Directors of the Company shall be composed of at least one member as long as there is only one shareholder of the Company and if there is more than one shareholder, the Board of Directors shall be composed of at least three members. The Board of Directors shall be appointed by the General Meeting which determines the number, the duration of their mandate and the remuneration of the members of the Board of Directors.

The members are appointed for a duration which may not exceed six years. They can be removed at any time without justification by the General Meeting by a simple majority vote, irrespective of the number of shares present at such General Meeting. In the event of a vacancy in the office of a member of the Board of Directors because of death, retirement, resignation, dismissal, removal or otherwise, the remaining members of the Board of Directors may fill such vacancy and appoint a successor to act until the next meeting of the General Meeting at which such appointment shall be confirmed by the General Meeting or at which the General Meeting may appoint another member of the Board of Directors.

The Board of Directors shall elect from among its ranks a chairman of the Board of Directors (the "Chairman of the Board of Directors") and, if the Board of Directors is composed of more than one member, an executive vice-chairman (the "Executive Vice-Chairman") and one or more deputy chairmen.

The Chairman of the Board of Directors shall preside at meetings of the Board of Directors. In his absence, the Executive Vice-Chairman or one of the deputy chairmen of the Board of Directors shall take his place.

The Board of Directors convenes whenever required by the Company's affairs. The meetings shall be called by the Chairman of the Board of Directors or, in his absence, by the Executive Vice-Chairman or one of the deputy chairmen of the Board of Directors. Furthermore, the Board of Directors shall be convened if so requested by any member of the Board of Directors.

The meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg at the location and the time indicated in the convening notice unless the meetings need to be held abroad for exceptional reasons. Except in an instance of urgency or for regularly scheduled meetings, the meetings of the Board of Directors shall be announced in writing at least five (5) days in advance. A convening notice may be dispensed with if all members of the Board of Directors consent.

The meetings of the Board of Directors and its committees may be held by using means of telecommunication (e.g. video or telephone conference) which are continuously on-line, enable the identification of the members taking part in the meeting and enable all persons taking part to communicate.

Each member of the Board of Directors may mandate another member of the Board of Directors in writing to represent him. Each member may represent one or more of his colleagues.

The validity of deliberations made or resolutions passed by the Board of Directors is subject to a majority of the members of the Board of Directors being present or represented.

The resolutions of the Board of Directors are passed by simple majority of the members of the Board of Directors that are present or represented at the meeting.

Resolutions by the Board of Directors can also be adopted in the form of circular resolutions with identical contents which are signed by all of the members of the Board of Directors on one single copy or in counterparts.

The resolutions passed by the Board of Directors shall be recorded in minutes to be signed by at least two members of the Board of Directors present at the respective meeting (or by the member of the Board of Directors if there is only one

member of the Board of Directors). Minutes signed separately by members of the Board of Directors shall establish valid and binding minutes when combined into one document.

Copies or extracts of minutes to be submitted in court or elsewhere are to be signed by the Chairman of the Board of Directors or two of its members (or by the member of the Board of Directors if there is only one member of the Board of Directors).

The management of the Company is incumbent on the Board of Directors; for this, it has the most extensive powers. Its competence extends to all legal acts which are not, expressly by law or these Articles of Association, the prerogative of the General Meeting. The Board of Directors may, in particular, purchase real estate directly or through intervening companies, issue bonds and other debt obligations, provide mortgages or other security, reduce or forgive debts and conclude settlements on behalf of the Company.

The Board of Directors may delegate the daily management to one or more members of the Board of Directors or third persons who need not be shareholders and will be called daily manager(s) (the "Daily Manager"). The Board of Directors may revoke such delegation of any one or more Daily Managers at any time.

The Board of Directors may adopt internal rules in relation to the Company's management and change such internal rules from time to time.

The Board of Directors may, from among its ranks and/or external persons, constitute committees whose functions and powers are stipulated in rules of procedure for the respective committee. To the extent permitted by law, decision making powers of the Board of Directors may be transferred to such committees.

Art. 11. Binding Signature. The Company shall be bound by (i) the joint signatures of two members of the Board of Directors of which one signatory needs to be the chief financial officer (or by the signature of any two members if there is no chief financial officer in position or by the signature of a single member of the Board of Directors if there is only one member of the Board of Directors), and (ii) by the sole or joint signature(s) of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the Board of Directors.

Art. 12. Conflicts of Interest. No member of the Board of Directors shall, solely as a result of being a member of the Board of Directors, be prevented from contracting with the Company, either with regard to his tenure of any office or business or as vendor, purchaser or in any other manner whatsoever, nor shall any contract or other transaction between the Company and any other corporation or entity or in which any member of the Board of Directors is in any way interested be affected or invalidated by the fact that any one or more of the members of the Board of Directors or officers of the Company is or are interested in such contract or transaction or is or are a member of the board of directors, officer or employee of such other corporation or entity. Any member of the Board of Directors or officer of the Company who serves as a member of the board of directors, officer or employee of any corporation or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not solely by reason of such affiliation with such other corporation or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

No member of the Board of Directors who is so interested shall be liable to account to the Company or the shareholders for any remuneration, profit or other benefit realised by him by reason of the member of the Board of Directors holding that office or of the fiduciary relationship thereby established.

In the event that any member of the Board of Directors of the Company shall have any conflicting interest ("intérêt opposé à celui de la société") within the meaning of article 60bis-18 of the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies in any transaction involving the Company, such member of the Board of Directors shall make known to the Board of Directors such conflicting interest and shall not consider or vote on such transaction, and such transaction and such member's interest therein shall be recorded and reported to the next succeeding General Meeting. These provisions do not apply if the decisions to be taken by the Board of Directors concern routine business operations that are to be concluded under arm's length conditions.

Art. 13. Indemnification of Members of the Board of Directors and Officers of the Company. Subject to the exceptions and limitations listed below:

1. Every person who is, or has been, a member of the Board of Directors or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding with which he becomes involved in as a party or otherwise by virtue of him being or having been a member of the Board of Directors or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

2. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any member of the Board of Directors or officer against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office or in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction, by the General Meeting or by the Board of Directors. No indemnification will be provided for defending criminal proceedings in which that member of the Board of Directors or officer of the Company is convicted of an offence.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any member of the Board of Directors or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such member of the Board of Directors or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including members of the Board of Directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or member of the Board of Directors to repay such amount if it is ultimately determined that he or she is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 14. General Meetings. Any duly constituted General Meeting shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the widest powers to order, implement or ratify all acts connected with the Company's operations that are not conferred on the Board of Directors.

General meetings of the shareholders (other than the annual general meeting of the shareholders) may be called as often as the interest of the Company requires and be held at the Company's registered office in Luxembourg or any other place in the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the respective convening notice of the meeting.

The Board is obliged to call a general meeting of the shareholders when a group of shareholders representing at least one-tenth of the issued and outstanding shares requests the convening of a general meeting of the shareholders in writing, indicating the agenda of the proposed meeting.

The convening notice is to be published at least thirty days before the day of the meeting in the *Mémorial*, and a Luxembourg newspaper and in media which may reasonably be relied upon for the effective dissemination of information to the public throughout the European Economic Area, and which is accessible rapidly and on a non-discriminatory basis. If a general meeting of the shareholders is adjourned for lack of quorum, provided that the convening requirements have been complied with and no new item has been added to the agenda, the thirty (30) day period is reduced to a seventeen (17) day period. The convening notices are communicated, in the time-frame stated in the preceding paragraphs, to the registered shareholders (if any) as well as to directors and the approved statutory auditor (*réviseur d'entreprises agréés*). Such communication must be by mail unless the addressees have individually, expressly and in writing, accepted to receive the convening notice by another means of communication, the performance of this formality not needing to be justified.

If all the shares issued by the Company are in registered form, the Company can decide to only send out convening notices by registered letter except if the addressees have individually, expressly and in writing accepted to receive such notices by another means of communication.

The convening notice must, *inter alia*, contain the precise date and location of the general meeting of the shareholders and the proposed agenda. It must also set out the conditions for attendance and representation at the meeting.

The record date for General Meetings shall be the 14th day at midnight (24:00 hours) (Luxembourg time) before the date of the General Meeting (the "Record Date"). The holders of dematerialised shares are entitled to attend the general meetings and exercise their rights only if they hold the dematerialised shares at the latest at the Record Date. Shareholders shall notify the Company of their intention to participate in the General Meeting in writing by post or electronic means no later than the Record Date, indicated in the convening notice. Amongst others, the convening notice and the documents required to be submitted to the shareholders in connection with a General Meeting shall be posted on the Company's corporate website from the date of the first publication of the General Meeting convening notice in accordance with Luxembourg law. Shareholders may upon request obtain a copy of the full, unabridged texts of the documents to be submitted to the general meeting of the shareholders by electronic means or at the registered office of the Company.

Shareholders holding individually or collectively at least 5% of the issued share capital of the Company (a) have the right to put items on the agenda of the General Meeting and (b) have the right to table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of the General Meeting. Those rights shall be exercised by a request in writing which shall be submitted to the Company by postal services or electronic means. The request must be accompanied by a justification or a draft resolution to be adopted in the General Meeting and shall include the electronic or mailing address at which the Company can acknowledge receipt of the request. Any such request from shareholders must be received by the Company not later than on the 22nd day prior to the date of the general meeting of the shareholders.

General Meetings of shareholders shall be chaired by the Chairman of the Board of Directors or by the Executive Vice-Chairman. In the absence of the Chairman of the Board of Directors and the Executive Vice-Chairman, the General Meeting shall be presided over by the most senior member of the Board of Directors present.

Each shareholder may have himself represented at any General Meeting by giving a proxy in writing and notifying such appointment by post or by electronic means to the postal or electronic address indicated in the convening notice.

When organising a General Meeting, it may be decided to set up arrangements allowing shareholders to participate by electronic means by way, *inter alia*, of the following forms of participation: (i) real time transmission of the General Meeting; (ii) real time two-way communication enabling shareholders to address the General Meeting from a remote location; or (iii) a mechanism for casting votes, whether before or during the General Meeting, without the need to appoint a proxyholder physically present at the meeting.

It could also be decided that shareholders may vote from a remote location by correspondence, by means of a form provided by the Company including the following information:

- the name, address and any other pertinent information concerning the shareholder,
- the number of votes the shareholder wishes to cast, the direction of his or her vote, or his or her abstention,
- the form of the shares held,
- the agenda of the meeting including the draft resolutions,
- at the discretion of the Company, the option to vote by proxy for any new resolution or any modification of the resolutions that may be proposed during the meeting or announced by the Company after the shareholder's submission of the form provided by the Company,
- the period within which the form must be received by or on behalf of the Company, and
- the signature of the shareholder.

Once the voting forms are submitted to the Company, they can neither be retrieved nor cancelled, except that in case a shareholder has included a proxy to vote in the circumstances envisaged above, the shareholder may cancel such proxy or give new voting instructions with regard to the relevant items by written notice as described in the convening notice, before the date specified in the voting form.

Any shareholder who participates in a General Meeting of the Company by the foregoing means shall be deemed to be present, shall be counted when determining a quorum and shall be entitled to vote on all agenda items of the General Meeting.

The Company may adopt any regulations and rules concerning the participation of shareholders at General Meetings in accordance with Luxembourg law including with respect to ensuring the identification of shareholders and proxyholders and the safety of electronic communications.

In the event that all the shareholders are present or represented at a General Meeting and declare that they have been informed of the agenda of the General Meeting, the General Meeting may be held without prior notice of meeting.

Art. 15. Annual General Meeting of Shareholders. The Annual General Meeting of Shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the Company's registered office or at any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg indicated in the convening notice on the third Thursday in March of each year at 2 p.m.. If such day is a legal holiday in Luxembourg, the Annual General Meeting shall be held on the next following business day.

Following the approval of the annual accounts and consolidated accounts, the General Meeting shall decide by special vote on the discharge of the liability of the members of the Board of Directors.

General meetings of shareholders other than the Annual General Meeting may be held on the dates, at the time and at the place indicated in the notice of meeting.

Art. 16. Majority and quorum at the General Meeting. At any General Meeting, other than an extraordinary General Meeting convened for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements for amendment of the Articles of Association, no quorum is required and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any extraordinary General Meeting for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements for amendment of the Articles of Association, the quorum shall be at least one half of all the shares issued and outstanding. If the said quorum is not present, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. In order for the proposed resolutions to be adopted at a meeting, and save as otherwise provided by law, a two thirds (2/3) majority of the votes of the Shareholders present or represented is required at any such General Meeting without counting the abstentions.

Art. 17. Audit. The audit of the Company's affairs will be carried out by an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé"). The auditor is appointed by the General Meeting. Any auditor so appointed may be removed with or without cause.

Art. 18. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on January 1st of each year and shall end on December 31 of the same year.

Art. 19. Distributions. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued share capital of the Company.

The General Meeting, upon recommendation of the Board of Directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of, including by way of stock dividend.

Interim dividends may be declared and paid in any currency (including by way of staggered payments) by the Board of Directors subject to observing the terms and conditions provided by law either by way of a cash dividend or by way of a dividend in kind.

Art. 20. Dissolution of the Company. In the event of the dissolution of the Company for whatever reason, the liquidation will be performed by liquidators appointed by the General Meeting who will be endowed with the powers provided by articles 144 et seq. of the Luxembourg Company Law of the tenth of August, nineteen hundred and fifteen.

Once all debts, charges and liquidation expenses have been met, any resulting balance shall be paid to the shareholders of the Company.

Art. 21. Governing law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the laws in force in the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time, and, to the extent applicable, the law of 24 May 2011 on the exercise of certain rights of shareholders at general meetings of listed companies, as amended from time to time.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to accept (i) the resignation of the sole manager Mr Yaron Zvi Zaltsman with immediate effect and (ii) the appointment, with immediate effect, of the same person as director of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in the year 2019. Discharge is granted to Mr Zaltsman for the exercise of his mandate of manager of the Company until the date hereof.

As a consequence of the above, the general meeting acknowledges that the Company's board of directors is therefore composed as follows as of the date hereof:

- Mr Yaron Zvi Zaltsman, Chief Financial Officer of ADO Group Ltd, born in Israel on 22 October 1974, with professional address at 1A Hayarden Street, Airport City, Tel Aviv, Israel;

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint KPMG Luxembourg, société coopérative, having its registered office at 39, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Companies and Trade Register under number B 149133 as approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company until the annual general meeting to be held in the year 2016.

Seventh resolution

The Sole Shareholder authorises Mr Yaron Zaltsman to carry out all steps and enter into any documents on behalf of the Company that may be required in connection with the conversion of the issued capital into dematerialised shares and the issue of the dematerialised shares.

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting is closed.

Whereof, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German version, at the request of the same appearing person, and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will be preponderant.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by their name, first names, civil status and residence, said appearing person signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung

Im Jahr zweitausendfünfzehn am sechzehnten Juni vor mir, Maître Roger Arrensdorff, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen:

A.D.O. Group Ltd, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach israelischem Recht mit Gesellschaftssitz in der 1A Hayarden Street, Airport City, Ben Gurion Airport, Tel Aviv, Israel, eingetragen im Handelsregister von Israel unter der Nummer 52-003906-6, als alleinige Gesellschafterin (die alleinige Gesellschafterin) der ADO Properties, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit eingetragenen Gesellschaftssitz in der 20, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, im luxemburgischen Gesellschafts- und Handelsregister eingetragen unter Nummer 197554 (die Gesellschaft),

hier vertreten durch Sabine HINZ, Avocat à la Cour, mit Geschäftsanschrift in 2, rue Peternelchen, Immeuble C2, L-2370 Howald, Luxembourg kraft einer privaten Vollmacht.

Die erwähnte Vollmacht bleibt, nachdem sie als ne varietur vom Vertreter der erschienenen Partei und dem beurkundenden Notar unterzeichnet wurde, zum Zweck der Eintragung an die vorliegende Urkunde angehängt.

Die erschienene Partei, wie oben vertreten, hat den beurkundenden Notar gebeten, Folgendes zu beurkunden:

Tagesordnung

1. Änderung der Rechtsform der Gesellschaft von einer „société à responsabilité limitée“ in eine „société anonyme“.
2. Änderung der Firma in „ADO Properties S.A.“.

3. Als Folge der Änderung der juristischen Form der Gesellschaft, Neuklassifizierung der als parts sociales ausgegebenen Aktien als Namensaktien im Hinblick auf ihre obligatorische Umwandlung in dematerialisierte Aktien gemäss der Regeln in Artikel 7 der abgeänderten Satzung der Gesellschaft, die per Resolution 5 angenommen werden wird.

4. Darauf folgende Änderung und Neufassung der Gesellschaftssatzung und Änderung der Sprache in die die englische Fassung der Satzung zu übersetzen ist vom Französischen ins Deutsche.

5. Annahme des Rücktritts des Geschäftsführers und Bestellung derselben Person als Vorstandsmitglied.

6. Bestellung eines unabhängigen Abschlussprüfers (réviseur d'entreprises agréé).

7. Ermächtigung von Herrn Yaron Zaltsman alle Schritte durchzuführen und alle Dokumente im Namen der Gesellschaft abzuschliessen, die im Hinblick auf die Umwandlung des ausgegebenen Kapitals in dematerialisierte Aktien und die Emission der dematerialisierten Aktien notwendig sind.

8. Verschiedenes.

Nach angemessener und sorgfältiger Beratung wurden folgende Resolutionen gefasst:

Erste Resolution

Die alleinige Gesellschafterin beschließt die Änderung der Rechtsform der Gesellschaft von einer „société à responsabilité limitée“ in eine „société anonyme“ ohne Beendigung der Rechtspersönlichkeit.

Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft in Höhe von einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR) entspricht mindestens dem Mindestkapital einer „société anonyme“.

Ein Beweis dafür, dass der Nettovermögenswert der Gesellschaft dem Gesellschaftskapital entspricht, wurde durch den Bericht der Wirtschaftsprüfungsgesellschaft Mayfair Audit S.à r.l. mit Gesellschaftssitz in 2, Millewee, L7257 Walferdange, Grossherzogtum Luxemburg eingetragen im luxemburgischen Gesellschafts- und Handelsregister unter der Nummer B 189.753 erbracht.

Mayfair Audit S.à r.l. kommt zu dem Schluss, dass nichts darauf hinweist dass der Nettovermögenswert der Gesellschaft nicht mindestens dem Wert von einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR) entspricht, welches der Betrag des Mindestkapitals zum Zeitpunkt der Änderung der Rechtsform ist.

Zweite Resolution

Die alleinige Gesellschafterin beschließt die Änderung der Firma in „ADO Properties S.A.“.

Dritte Resolution

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst als Folge der Änderung der juristischen Form der Gesellschaft, die Neuklassifizierung der als parts sociales ausgegebenen Aktien als Namensaktien im Hinblick auf ihre obligatorische Umwandlung in dematerialisierte Aktien gemäss der Regeln in Artikel 7 der abgeänderten Satzung der Gesellschaft, die per Resolution 5 angenommen werden wird.

Vierte Resolution

Infolge der obigen Resolutionen beschließt die alleinige Gesellschafterin die vollständige Neufassung der Satzung wie folgt und die Änderung der Sprache in die die englische Fassung der Satzung zu übersetzen ist vom Französischen ins Deutsche:

Art. 1. Rechtsform, Name. Zwischen den heute anwesenden und allen Personen, die in der Zukunft Eigentümer der erwähnten Aktien werden, besteht eine luxemburgische société anonyme mit dem Namen ADO Properties S.A. (die „Gesellschaft“), die dem luxemburgischen Recht und der vorliegenden Satzung (die „Satzung“) unterliegt.

Art. 2. Dauer. Die Dauer der Gesellschaft ist unbefristet.

Art. 3. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Stadt Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg.

Der Vorstand kann auch Niederlassungen, Verwaltungszentren, Zweigstellen und Tochtergesellschaften an jedem Ort, den er für geeignet hält, ob innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, errichten. Unbeschadet der allgemeinen gesetzlichen Vorschriften zur Kündigung von Verträgen im Fall, dass der Gesellschaftssitz durch einen Vertrag mit Dritten festgelegt wurde, kann der Gesellschaftssitz durch Beschluss des Vorstands an jeden anderen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden; der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft (die „Hauptversammlung“) an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Wenn der Vorstand beschließt, dass politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen oder Ereignisse außergewöhnlicher Art eingetreten sind, eintreten können oder unmittelbar bevorstehen, die die üblichen Arbeitsbedingungen am Gesellschaftssitz oder die leichte Kommunikation mit Orten im Ausland beeinflussen können, kann vorübergehend erklärt werden, dass der Gesellschaftssitz ins Ausland verlegt wird, bis die Umstände sich wieder vollkommen normalisiert haben. Eine solche Verlegung des Gesellschaftssitzes hat keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der Sitzverlegung weiterhin eine luxemburgische Gesellschaft sein wird.

Art. 4. Gegenstand, Zweck. Der Gesellschaftszweck besteht in der langfristigen Wertschaffung durch Investitionen in und der Entwicklung von Grundstücken und Immobilien sowie im Kauf, der Vermietung und Veräußerung derartiger Immobilien. Sie kann auch die Immobilienverwaltung für eigenen Zwecke und jede sonstige Tätigkeit in der Immobilienbranche ausüben.

Die Gesellschaft kann diesen Gesellschaftszweck entweder direkt oder durch die Gründung von Gesellschaften, die Übernahme, Beteiligung oder den Erwerb von Beteiligungen an Gesellschaften oder Partnerschaften, die Mitgliedschaft in Verbänden, Konsortien und Joint- Ventures realisieren.

Die Gesellschaft kann durch Kauf, Zeichnung oder auf sonstige Weise sowie durch Übertragung durch Kauf, Tausch oder auf sonstige Weise Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Bezugsrechte und sonstige Wertpapiere und Instrumente jeglicher Art erwerben.

Die Gesellschaft kann Darlehen in jeglicher Form aufnehmen, einschließlich durch ein öffentliches Angebot von Wertpapieren. Sie kann Aktien, Wechsel, Anleihen und Schuldverschreibungen und jegliche Art von Schuld- und/oder Eigenkapitaltitel ausgeben. Die Gesellschaft kann Finanzmittel einschließlich der Erträge aus etwaigen Darlehen und/oder der Ausstellung von Schuldtiteln an verbundene Unternehmen und Konzerngesellschaften verleihen. Sie kann auch Bürgschaften und Sicherheiten zugunsten Dritter zur Sicherung ihrer Verpflichtungen oder die Verpflichtungen von mit ihr verbundenen Unternehmen oder Konzerngesellschaften stellen. Die Gesellschaft kann außerdem alle oder einen Teil ihrer Vermögenswerte verpfänden, übertragen, belasten oder auf sonstige Weise als Sicherheit zur Verfügung stellen.

Die Gesellschaft kann unabhängige Rechtsanwälte, Steuerberater, Berater, Gutachter und andere Personen beauftragen, soweit die Gesellschaft dies für notwendig oder zweckdienlich hält;

Die Gesellschaft kann im Allgemeinen alle Techniken und Instrumente in Bezug auf ihre Investitionen zum Zweck ihrer effizienten Verwaltung anwenden, insbesondere Techniken und Instrumente, die dazu dienen, die Gesellschaft vor Kredit-, Kurs-, Zins- und sonstigen Risiken zu schützen.

Die Gesellschaft kann alle kommerziellen und/oder finanziellen Transaktionen hinsichtlich der direkten und indirekten Investition in bewegliches und unbewegliches Vermögen, insbesondere Immobilienvermögen, ausführen, unter anderem kann sie bewegliches oder unbewegliches Vermögen erwerben, besitzen, mieten, vermieten, verpachten, pachten, teilen, entwässern, aufwerten, entwickeln, verbessern, darauf anbauen, es bebauen, verkaufen oder auf sonstige Weise veräußern, es mit einer Hypothek belasten, verpfänden oder auf sonstige Weise belasten, und sie kann auf sonstige Weise mit den Vermögenswerten oder Betrieben, die den direkten oder indirekten Investitionen der Gesellschaft zugrunde liegen, handeln und alle Tätigkeiten und Transaktionen durchführen, die die Gesellschaft für notwendig, ratsam oder zweckdienlich hält zur Erreichung der vorstehenden Gegenstände und Ziele in diesem Artikel 4.

Die obige Beschreibung ist im weitesten Sinn auszulegen und die obige Aufzählung ist nicht erschöpfend.

Art. 5. Aktienkapital. Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000 EUR) und ist aufgeteilt in fünfundzwanzig Millionen (25.000.000) Aktien ohne Nennwert (die „Aktien“), die alle vollständig eingezahlt sind.

Das genehmigte, nicht ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt siebenhundertfünfzig Millionen Euro (EUR 750.000.000) ohne Nennwert. Die Bewilligung zur Ausgabe von Aktien gemäß dieser Satzung gilt für eine Frist von fünf (5) Jahren ab dem Datum der Veröffentlichung dieser Satzung im Amtsblatt von Luxembourg (Mémorial C. Recueil des Sociétés et Associations) (das „Mémorial“) (sofern die Frist nicht von der Hauptversammlung geändert oder verlängert wird).

Der Vorstand oder (ein) vom Vorstand ordnungsgemäß bestellte(r) Vertreter kann/können von Zeit zu Zeit Aktien bis zur Höhe des genehmigten Aktienkapitals zu den Zeiten und zu den Bedingungen, einschließlich des Zeichnungspreises, ausgeben, die der Vorstand oder sein(e) Vertreter nach seinem beziehungsweise ihrem Ermessen beschließen. Insbesondere kann der Vorstand ohne Beschränkung direkt oder gemäß den Bedingungen einer Option, eines Anreizes oder eines ähnlichen vom Vorstand genehmigten Plans Aktien zugunsten von Vorstandsmitgliedern, Führungskräften, Mitarbeitern, Beratern der Gesellschaft und der Unternehmensgruppe ausgeben. Der Vorstand ist befugt, etwaige Vorzugsrechte von Aktionären aufzuheben, zu beschränken oder darauf zu verzichten, soweit er es für die Ausgabe von Aktien aus dem genehmigten Kapital für ratsam hält. Des Weiteren kann das gezeichnete und/oder genehmigte Gesellschaftskapital einmal oder mehrere Male durch eine Resolution der Hauptversammlung, die gemäß den Vorschriften zur Beschlussfähigkeit und zur Mehrheit in dieser Satzung oder im Gesetz für die Änderung dieser Satzung gefasst wird, erhöht oder gemindert werden.

Unbeschadet der gesetzlichen Vorschriften und dieser Satzung hat jeder Aktionär im Fall der Ausgabe neuer Aktien gegen Bargeldeinlagen ein Vorzugsrecht auf Zeichnung der neuen Aktien. Dieses Vorzugsrecht bestimmt sich proportional zum Anteil der vom Aktionär gehaltenen Aktien zum gesamten Aktienkapital.

Das Vorzugszeichnungsrecht kann durch Resolution der Hauptversammlung gemäss der gesetzlichen Bestimmungen beschränkt oder aufgehoben werden.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien innerhalb der gesetzlichen Beschränkungen zurückkaufen.

Die Gesellschaft darf keine Bruchteile von Aktien ausgeben. Der Vorstand ist befugt, nach alleinigem Ermessen eine Bargeldzahlung anstelle eines Aktienbruchteils vorzusehen.

Die mit den Aktien verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, sofern in der Satzung oder im Gesetz nichts anderes vorgesehen ist.

Außer dem gezeichneten Kapital kann ein Konto für Aufschläge eingerichtet werden, auf das alle Aufschläge auf den Nennwert von Aktien überwiesen werden. Die Mittel dieses Kontos können vom Vorstand benutzt werden, um den Rückkauf von Aktien zu finanzieren, um etwaige realisierte Nettoverluste auszugleichen, um Ausschüttungen in Form einer Dividende an die Aktionäre vorzunehmen oder um gesetzliche Rücklagen zu schaffen.

Die Gesellschaft kann ohne Einschränkung Kapital- oder sonstige Einlagen von bestehenden Aktionären annehmen, ohne Aktien oder sonstige Wertpapiere als Gegenleistung für die Einlage auszugeben, und sie kann die Einlagen auf einem oder mehreren Konten gutschreiben. Beschlüsse über die Verwendung dieser Konten werden vom Vorstand gemäss der Satzung und des geltenden Rechts gefasst werden. Zur Vermeidung von Missverständnissen wird klargestellt, dass eine Einlage nicht unbedingt zugunsten desjenigen der die Einlage erbracht hat gutgeschrieben werden muss.

Art. 6. Namensaktien. Die Aktien werden als Namensaktien ausgegeben und sind obligatorisch in dematerialisierte Aktien umzuwandeln, um dann in dematerialisierter Form zu bestehen.

Unbeschadet des Vorstehenden können für Aktien als Eigentumsbestätigung Aktienscheine mit dem vom Vorstand bestimmten Nennwert ausgestellt werden. Die Form der Aktienscheine, ihr Wortlaut und ihre Identifikationsnummern werden vom Vorstand bestimmt. Die Aktienscheine werden handschriftlich oder per Fax von zwei Vorstandsmitgliedern der Gesellschaft unterzeichnet.

Verlorengegangene, gestohlene oder beschädigte Aktienscheine werden nach Vorlage von zufriedenstellenden Belegen, Zusicherungen und Entschädigungen ersetzt, unter der bedingung dass die beschädigten Aktienscheine übergeben werden, bevor die neuen Aktienscheine ausgestellt werden.

Es wird ein Aktienregister am Gesellschaftssitz geführt werden, wo es von jedem Aktionär eingesehen werden kann. Das Eigentum an Aktien entsteht durch Eintragung in das erwähnte Register. Die Übertragung von Aktien erfordert die Eintragung einer Übertragungserklärung in das erwähnte Register; die Erklärung muss vom Veräußerer und dem Erwerber oder ihren ordnungsgemäß bevollmächtigten Vertretern datiert und unterzeichnet werden. Die Gesellschaft kann eine Übertragung auf der Grundlage von Korrespondenz oder sonstigen Dokumenten, mit denen die Vereinbarung zwischen dem Veräußerer und dem Erwerber belegt wird, annehmen und in das Register eintragen.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber je Aktie an. Wenn mehrere Personen eine Aktie besitzen, müssen die Personen, die das Eigentum an der Aktie geltend machen, einen einzigen Bevollmächtigten gegenüber der Gesellschaft benennen. Die Gesellschaft kann die Ausübung aller Rechte, die mit einer solchen Aktie verbunden sind, vorübergehend verweigern, bis eine Person auf diese Weise benannt wurde. Dieselbe Regel gilt im Fall einer Streitigkeit zwischen einem Pfandnehmer und einem Pfandgeber.

Wenn die Aktien jedoch für mehrere Personen im Namen eines Wertpapierabwicklungssystems oder des Betreibers eines derartigen Systems oder im Namen einer professionellen Hinterlegungsstelle oder einer sonstigen Hinterlegungsstelle (wobei diese Systeme, professionelle Hinterlegungsstelle oder sonstigen Stellen nachfolgend als die „Hinterlegungsstellen“ bezeichnet werden) oder einer unterbevollmächtigten Hinterlegungsstelle, die von einer oder mehreren Hinterlegungsstellen bestimmt wird, im Aktionärsregister eingetragen werden, wird die Gesellschaft - sofern sie von der Hinterlegungsstelle, bei der die Aktien hinterlegt sind, eine Bestätigung in der angemessenen Form erhält - diesen Personen gestatten, die mit diesen Aktien verbundenen Rechte auszuüben, insbesondere die Teilnahme und Abstimmung bei Hauptversammlungen, und wird diese Personen als Eigentümer der Aktien ansehen. Der Vorstand kann die Voraussetzungen festsetzen, die für derartige Bestätigungen gelten.

Die Gesellschaft wird Zahlungen in Form von Dividenden oder Sonstigem, in bar, in Form von Aktien oder sonstigen Vermögenswerten nur zu Händen und diese Zahlung befreit die Gesellschaft von allen entsprechenden Zahlungsverpflichtungen.

Die Aktien der Gesellschaft sind im Allgemeinen unbeschränkt übertragbar. Der Vorstand kann jedoch Übertragungsbeschränkungen für Aktien, die in bestimmten Rechtsordnungen eingetragen oder börsennotiert sind, geführt oder gehandelt werden oder platziert wurden, gemäß den dort geltenden Vorschriften festlegen.

Die Gesellschaft kann die Person, in deren Namen die Namensaktien im Aktionärsregister eingetragen sind, als den uneingeschränkten Eigentümer der Namensaktien ansehen. Die Gesellschaft kann berechtigterweise annehmen, dass keine Rechte oder Ansprüche Dritter an diesen Namensaktien bestehen, dies jedoch unbeschadet des Rechts, das ein Dritter möglicherweise hat, die Eintragung oder Eintragungsänderung der Namensaktien zu fordern. Wenn ein Inhaber von Namensaktien keine Adresse angibt, an die alle Mitteilungen und Ankündigungen von der Gesellschaft gesendet werden können, kann die Gesellschaft gestatten, dass eine Notiz in das/die Aktionärsregister eingetragen wird, dass die Adresse des Inhabers am Gesellschaftssitz oder an einer anderen Adresse ist, die von der Gesellschaft möglicherweise von Zeit zu Zeit eingetragen wird, bis der Inhaber gegenüber der Gesellschaft eine andere Adresse angibt. Der Inhaber kann seine in dem/den Aktionärsregister(n) eingetragene Adresse jederzeit durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft oder die zuständige Registerstelle ändern.

Alle Kommunikationen und Mitteilungen, die an einen eingetragenen Aktionär gerichtet sind, gelten als wirksam zugestellt, wenn sie an die Adresse zugestellt werden, die der Aktionär der Gesellschaft zuletzt mitgeteilt hat.

Art. 7. Übergangsbestimmungen- Umwandlungsverfahren. Dieser Artikel legt das Umwandlungsverfahren fest durch das die Namensaktien der Gesellschaft in dematerialisierte Aktien gemäss dem Gesetz vom 6. April 2013 über dematerialisierte Aktien (das „Dematerialisierungsgesetz“) umgewandelt werden.

Die Umwandlung in dematerialisierte Aktien ist obligatorisch und betrifft alle Aktien die von der Gesellschaft ausgegeben wurden.

Gemäss Artikel 9 und folgende des Dematerialisierungsgesetzes müssen die Aktien spätestens bis zum 17. Juni 2017 (oder ein späterer Termin, der von der Gesellschaft bekanntgemacht wird) umgewandelt werden durch Buchung in ein Wertpapierkonto des Aktieneigentümers. Der im Aktienregister registrierten Eigentümer hat der Gesellschaft die notwendige Information betreffend seinem kontoführenden Institut im In- oder Ausland und seinem Wertpapierkonto mitzuteilen, damit die Aktien verbucht werden können. Die Gesellschaft wird diese Information dem von ihr ernannten Wertpapierabwicklungssystem, LuxCSD SA (das „Abwicklungssystem“) übermitteln, welches das Wertpapierkonto entsprechend anpasst und die Aktien an das kontoführende Institut überträgt. Die Gesellschaft wird, soweit notwendig, ihr Aktienregister entsprechend anpassen.

Art. 8. Aktien in dematerialisierter Form. Sobald die Aktien umgewandelt worden sind, bestehen sie in dematerialisierter Form („titres dématérialisés“) gemäss Artikel 42bis des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in der zuletzt abgeänderten Form, und dem Dematerialisierungsgesetz. Alle dematerialisierten Aktien werden über das Abwicklungssystem gehalten.

Die dematerialisierten Aktien werden nur dargestellt und das Eigentum eines Aktionärs an einer dematerialisierten Aktie wird festgehalten durch Registrierung im Namen des Eigentümers in einem Wertpapierkonto. Das Abwicklungssystem kann Aktienzertifikate herausgeben oder die Gesellschaft anweisen, Aktienzertifikate herauszugeben, um den internationalen Umlauf von Wertpapieren zu vereinfachen.

Die von der Gesellschaft emittierten dematerialisierten Aktien, sind jederzeit in einem einzigen Wertpapierausgabekonto des Abwicklungssystems verbucht, welches die identifizierenden Merkmale der dematerialisierten Aktien, ihre Anzahl und spätere Änderungen aufzeigt.

Zum Zweck der Ausübung der Aktionärsrechte und der Klagerechte des Aktionärs gegenüber der Gesellschaft oder Dritten, geben die kontoführenden Institute oder ausländischen kontoführenden Institute Zertifikate an die Halter von Wertpapierkonten betreffend ihrer dematerialisierten Aktien aus im Gegenzug zu einer Bestätigung dass die Aktien vom Halter für eigene Rechnung gehalten werden oder gemäss einer Vollmacht des Eigentümers der Aktien. Dies sollte dann im Aktienzertifikat vermerkt sein.

Die Aktien der Gesellschaft sind im Allgemeinen unbeschränkt übertragbar gemäss der gesetzlichen Bestimmungen die auf dematerialisierte Aktien anwendbar sind. Der Vorstand kann jedoch Übertragungsbeschränkungen für Aktien, die in bestimmten Rechtsordnungen eingetragen oder börsennotiert sind, geführt oder gehandelt werden oder platziert wurden, gemäß den dort geltenden Vorschriften festlegen.

Die Übertragung der dematerialisierten Aktien erfolgt durch Umbuchung von einem Konto auf ein anderes Konto.

Zum Zweck der Identifizierung von Aktionären, kann die Gesellschaft das Abwicklungssystem auf eigene Kosten anweisen, der Gesellschaft den Namen, die Firma, die Nationalität, das Geburtsdatum oder Gründungsdatum und die Adresse von Haltern von Wertpapierkonten welche unmittelbar oder möglicherweise zukünftig Stimmrechte in Hauptversammlungen der Gesellschaft ausüben können in ihren Büchern bekanntzumachen zusammen mit der Anzahl der gehaltenen Aktien und, falls anwendbar, der Beschränkungen denen die Aktien unterliegen. Das Abwicklungssystem wird der Gesellschaft die Informationen in seinen Büchern zu den Haltern von Wertpapierkonten und der Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien bekanntmachen.

Die gleiche Information zu den Aktien kann von der Gesellschaft auf eigene Rechnung von den Kontoinhabern oder anderen Personen, ob luxemburgisch oder ausländisch erfragt werden, die direkt oder indirekt ein Wertpapierkonto bei dem Abwicklungssystem halten in dem die Aktien verbucht sind.

Die Gesellschaft kann die Personen die ihr als Aktionäre bekanntgemacht werden bitten zu bestätigen, dass sie die Aktien für eigene Rechnung halten.

Falls eine Person, die ein Konto bei dem Abwicklungssystem hält oder ein kontoführendes Institut oder ausländisches kontoführendes Institut die von der Gesellschaft erfragte Information gemäss dieses Artikels nicht gemäss Artikel 17 des Luxemburger Gesetzes vom 6. April 2013 innerhalb von zwei Monaten erbringt, oder nicht vollständige oder fehlerhafte Informationen entweder in Bezug auf ihre Eigenschaft als Titelinhaber oder in Bezug auf die Anzahl der gehaltenen Aktien mitteilt, so kann die Gesellschaft bis zur Erbringung der verlangten Information die Stimmrechte an den Aktien bezüglich derer die Information nicht erbracht wurde, aussetzen.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber je Aktie an. Wenn mehrere Personen eine Aktie besitzen, müssen die Personen, die das Eigentum an der Aktie geltend machen, einen einzigen Bevollmächtigten gegenüber der Gesellschaft benennen. Die Gesellschaft kann die Ausübung aller Rechte, die mit einer solchen Aktie verbunden sind, vorübergehend verweigern, bis eine Person auf diese Weise benannt wurde. Dieselbe Regel gilt im Fall einer Streitigkeit zwischen einem Pfandnehmer und einem Pfandgeber.

Die Gesellschaft wird Zahlungen in Form von Dividenden oder Sonstigem, in bar, in Form von Aktien oder sonstigen Vermögenswerten nur zu Händen des Abwicklungssystems vornehmen, und diese Zahlung befreit die Gesellschaft von allen entsprechenden Zahlungsverpflichtungen.

Art. 9. Stimmrechte. Jede Aktie berechtigt gemäss der Vorschriften des anwendbaren Rechts zu einer Stimme auf allen Hauptversammlungen.

Art. 10. Vorstand. Der Vorstand der Gesellschaft besteht aus mindestens einem Mitglied, solange die Gesellschaft nur eine(n) Aktionär(in) hat, und wenn es mehrere Aktionäre gibt, besteht der Vorstand aus mindestens drei Mitgliedern. Der Vorstand wird von der Hauptversammlung bestellt, die die Anzahl, Amtszeit und Vergütung der Vorstandsmitglieder festlegt.

Die Mitglieder werden für eine Amtszeit von bis zu sechs Jahren bestellt. Sie können jederzeit ohne Angabe von Gründen von der Hauptversammlung durch einfachen Mehrheitsbeschluss unabhängig von der Anzahl an Aktien, die bei der Hauptversammlung vertreten sind, abberufen werden.

Im Fall einer unbesetzten Stelle eines Vorstandsmitglieds wegen Tod, Ruhestand, Rücktritt, Abberufung, Enthebung oder Sonstigem können die übrigen Vorstandsmitglieder die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung besetzen und einen Nachfolger bestellen und in der nächsten Hauptversammlung wird die Bestellung entweder bestätigt oder ein andere Person als Vorstandsmitglied ernannt.

Der Vorstand wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorstandsvorsitzenden (der „Vorstandsvorsitzende“), und falls der Vorstand mehr als ein Mitglied umfasst, einen geschäftsführenden Vorsitzenden (der „Geschäftsführende Vorsitzende“) und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende.

Der Vorstandsvorsitz übernimmt bei den Vorstandssitzungen den Vorsitz. Im Fall seiner Abwesenheit wird er vom Geschäftsführenden Vorsitzenden oder einem stellvertretenden Vorsitzenden vertreten.

Der Vorstand tagt, immer wenn es die Angelegenheiten der Gesellschaft erfordern. Die Sitzungen werden vom Vorstandsvorsitzenden oder im Fall seiner Abwesenheit vom Geschäftsführenden Vorsitzenden oder einem stellvertretenden Vorsitzenden einberufen. Des Weiteren wird der Vorstand immer dann einberufen, wenn dies von einem Vorstandsmitglied verlangt wird.

Die Vorstandssitzungen finden in Luxemburg an dem Ort und zu der Zeit statt, die in der Einladung angegeben wird, es sei denn, dass die Sitzungen aus aussergewöhnlichen Gründen im Ausland stattfinden müssen.

Außer in dringenden Fällen und außer den zeitlich festgelegten Sitzungen werden die Sitzungen des Vorstands mindestens fünf (5) Tage vorher schriftlich angekündigt. Auf die Einladung kann verzichtet werden, wenn alle Vorstandsmitglieder damit einverstanden sind.

Die Sitzungen des Vorstands und seiner Ausschüsse können mittels Telekommunikation (z. B. Video- oder Telefonkonferenz) stattfinden, sofern die Sitzungen keiner durch die Technik verursachten Unterbrechung unterliegen, die Identifizierung der an der Sitzung teilnehmenden Mitglieder ermöglichen und alle teilnehmenden Personen miteinander kommunizieren können.

Jedes Vorstandsmitglied kann ein anderes Vorstandsmitglied schriftlich mit seiner Vertretung beauftragen. Jedes Mitglied kann ein oder mehrere seiner Kollegen vertreten.

Die Gültigkeit der vom Vorstand durchgeführten Besprechungen und gefassten Beschlüsse erfordert, dass die Mehrheit der Vorstandsmitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Beschlussfassung durch den Vorstand erfolgt durch einfache Mehrheit der Stimmen der bei der Sitzung anwesenden oder vertretenden Vorstandsmitglieder.

Beschlüsse des Vorstands können auch im Umlaufverfahren gefasst werden, indem alle Vorstandsmitglieder eine oder mehrere gleichlautenden Ausfertigungen unterzeichnen.

Die vom Vorstand gefassten Beschlüsse werden protokolliert; das Protokoll wird von mindestens zwei Vorstandsmitgliedern, die an der jeweiligen Sitzung teilgenommen haben (oder von einem Vorstandsmitglied, wenn der Vorstand aus nur einem Mitglied besteht) unterzeichnet. Protokolle, die von den Vorstandsmitgliedern getrennt unterschrieben werden, sind wirksam und verbindlich, sobald sie in einem Dokument zusammengeführt werden.

Kopien oder Auszüge von Protokollen, die vor Gericht oder anderswo vorgelegt werden sollen, müssen vom Vorstandsvorsitzenden oder von zwei Vorstandsmitgliedern (oder von einem Vorstandsmitglied, wenn der Vorstand aus nur einem Mitglied besteht) unterzeichnet werden.

Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt dem Vorstand; hierfür stehen ihm die umfassendsten Befugnisse zu. Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf alle gesetzesgemäßen Handlungen, die nicht ausdrücklich gemäß Gesetz oder dieser Satzung der Zuständigkeit der Hauptversammlung unterliegen. Der Vorstand kann insbesondere direkt oder durch zwischen geschaltete Gesellschaften Immobilien erwerben, Anleihen oder sonstige Schuldverschreibungen ausgeben, Hypotheken oder sonstige Sicherheiten gewähren, Schulden mindern oder erlassen und Vergleiche im Namen der Gesellschaft schließen.

Der Vorstand kann das Tagesgeschäft an ein oder mehrere Vorstandsmitglieder oder Dritte, die keine Aktionäre sein müssen und Tagesgeschäftsführer genannt werden (der „Tagesgeschäftsführer“), delegieren. Der Vorstand kann diese Beauftragung eines oder mehrerer Tagesgeschäftsführer jederzeit widerrufen.

Der Vorstand kann interne Vorschriften in Bezug auf die Geschäftsführung der Gesellschaft erlassen und diese internen Vorschriften von Zeit zu Zeit ändern.

Der Vorstand kann von Zeit zu Zeit aus dem Kreis seiner Mitgliedern und/oder externer Personen Ausschüsse bilden, deren Aufgaben und Befugnisse in Verfahrensvorschriften des jeweiligen Ausschusses festgelegt werden. Soweit gesetzlich zulässig können die Beschlussfassungsbefugnisse des Vorstands an derartige Ausschüsse übertragen werden.

Art. 11. Verbindliche Unterschrift. Die Gesellschaft wird juristisch verpflichtet durch (i) die gemeinsamen Unterschriften von zwei Vorstandsmitgliedern von denen einer der Finanzdirektor (Chief Financial Officer) sein muss (oder durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Vorstandes, falls das Amt des Finanzdirektors nicht besetzt ist oder der alleinigen Unterschrift eines Vorstandsmitglieds, wenn der Vorstand aus nur einem Mitglied besteht), und (iii) durch die alleinige oder gemeinsamen Unterschrift(en) einer oder mehrerer Personen, an die diese Unterzeichnungsbefugnis vom Vorstand übertragen wurde..

Art. 12. Interessenskonflikt. Kein Vorstandsmitglied ist allein aufgrund seiner Eigenschaft als Vorstandsmitglied daran gehindert, einen Vertrag mit der Gesellschaft einzugehen, ob in Bezug auf ein Amt oder eine Geschäftstätigkeit oder als Verkäufer, Käufer oder auf jede sonstige Weise, noch werden Verträge oder sonstige Transaktionen zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder einem Unternehmen oder an denen ein Vorstandsmitglied auf jegliche Weise beteiligt ist, beeinflusst oder unwirksam, weil ein oder mehrere Vorstandsmitglieder oder Führungskräfte der Gesellschaft daran beteiligt ist beziehungsweise sind oder es beziehungsweise sie ein Vorstandsmitglied, eine Führungskraft oder ein Mitarbeiter der anderen Gesellschaft oder des anderen Unternehmens ist beziehungsweise sind. Ein Vorstandsmitglied oder eine Führungskraft der Gesellschaft, die Vorstandsmitglied, Führungskraft oder Mitarbeiter einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens ist, mit der beziehungsweise dem die Gesellschaft einen Vertrag eingeht oder sonstige Geschäfte tätigt, ist nicht allein aufgrund der Verbindung mit der anderen Gesellschaft oder dem anderen Unternehmen daran gehindert, Angelegenheiten in Bezug auf den Vertrag oder sonstige Geschäftsbeziehungen zu prüfen und darüber abzustimmen oder diesbezüglich zu handeln.

Kein Vorstandsmitglied, das an derartigen Verträgen oder Geschäftstätigkeiten beteiligt ist, schuldet der Gesellschaft oder den Aktionären Rechenschaft für eine Vergütung, einen Gewinn oder sonstigen Vorteil, den er aufgrund seines Mandats oder dem hierdurch geschaffenen Treuhandverhältnis erzielt.

Wenn ein Vorstandsmitglied der Gesellschaft einen Interessenskonflikt („intérêt opposé à celui de la société“) im Sinne des Artikels 60bis-18 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in der geltenden Fassung, bei einer Transaktion, an der die Gesellschaft beteiligt ist, hat, muss das Vorstandsmitglied dem Vorstand den Interessenskonflikt melden und darf in Bezug auf diese Transaktion nicht an der Sitzung teilnehmen oder darüber abstimmen und die Transaktion und das Interesse des Mitglieds daran wird protokolliert und der darauffolgenden Hauptversammlung berichtet. Diese Vorschriften finden keine Anwendung, wenn die vom Vorstand zu fassenden Beschlüsse sich auf routinemäßige Geschäftstätigkeiten beziehen, die zu marktüblichen Bedingungen ausgeführt werden sollen.

Art. 13. Entschädigung der Vorstandsmitglieder und Führungskräfte der Gesellschaft. Unbeschadet der nachfolgend aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen gilt Folgendes:

(i) Jede Person, die ein Vorstandsmitglied oder eine Führungskraft der Gesellschaft ist oder war, wird von der Gesellschaft im weitesten gesetzlich zulässigen Ausmaß für die Haftung und alle Aufwendungen, die sie vernünftigerweise übernommen oder bezahlt hat, im Zusammenhang mit jegliche Forderungen, Ansprüchen, Klagen oder Verfahren, mit der sie als Partei oder auf sonstige Weise in Berührung kommt, weil sie ein Vorstandsmitglied oder eine Führungskraft ist oder war, und für alle Zahlungen, die sie geleistet hat oder die ihr entstanden sind, entschädigt.

(ii) Die Begriffe „Forderung“, „Anspruch“, „Klage“ oder „Verfahren“ beziehen sich auf alle tatsächlichen oder ange drohten Forderungen, Ansprüche, Klagen oder Verfahren (zivil-, strafrechtliche oder sonstige, einschließlich Berufungen) und die Begriffe „Haftung“ und „Aufwendungen“ umfassen insbesondere Rechtsanwaltsgebühren, Kosten, Urteile, zur Erzielung eines Vergleichs geleistete Zahlungen und sonstige Verbindlichkeiten.

Kein Vorstandsmitglied und keine Führungskraft wird für eine Haftung gegenüber der Gesellschaft oder ihren Aktionären entschädigt, wenn vorsätzliches Fehlverhalten, Bösgläubigkeit, grobe Fahrlässigkeit oder fahrlässige Missachtung der Aufgaben, die mit ihrem Amt zusammenhängen, vorliegt oder im Fall eines Vergleichs, es sei denn, dass der Vergleich von einem zuständigen Gericht, der Hauptversammlung oder dem Vorstand bestätigt wurde. Es wird keine Entschädigung für die Verteidigung in einem Strafverfahren geleistet, wenn das Vorstandsmitglied oder die Führungskraft der Gesellschaft wegen einer Straftat verurteilt wird.

Das hierin vorgesehene Recht auf Entschädigung ist abtrennbar, hat keine Auswirkung auf sonstige Rechte, auf die ein Vorstandsmitglied oder eine Führungskraft jetzt oder in der Zukunft möglicherweise einen Anspruch hat, gilt weiterhin für die Person, die kein Vorstandsmitglied oder keine Führungskraft mehr ist, und wirkt zugunsten der Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter dieser Person. Nichts, das hierin enthalten ist, hat eine Auswirkung auf die Entschädigungsansprüche, die möglicherweise dem Unternehmenspersonal, einschließlich Vorstandsmitgliedern und Führungskräften, aus Vertrag oder auf sonstige Weise gemäß dem Gesetz zustehen.

Aufwendungen in Zusammenhang mit der Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung gegen eine Forderung, einen Anspruch, eine Klage oder ein Verfahren der in diesem Artikel beschriebenen Art werden von der Gesellschaft vor der endgültigen Entscheidung vorgestreckt nach Erhalt einer Zusicherung von oder im Namen der Führungskraft oder des Vorstandsmitglieds zur Rückzahlung des entsprechenden Betrags, wenn endgültig entschieden wird, dass sie beziehungsweise es keinen Anspruch auf Entschädigung gemäß diesem Artikel hat.

Art. 14. Hauptversammlungen. Eine ordnungsgemäß einberufene Hauptversammlung vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat umfassende Befugnisse zur Anordnung, Umsetzung und Ratifizierung aller Handlungen, die mit den Tätigkeiten der Gesellschaft verbunden sind und nicht den Zuständigkeitsbereich des Vorstands betreffen.

Aktionärshauptversammlungen (außer der jährlichen Aktionärshauptversammlung) können so oft einberufen werden, wie es die Interessen der Gesellschaft erfordern, und sie finden am Gesellschaftssitz in Luxemburg oder an jedem sonstigen Ort im Großherzogtum Luxemburg statt, der in der jeweiligen Einladung zur Hauptversammlung angegeben wird.

Der Vorstand ist verpflichtet, eine Aktionärshauptversammlung einzuberufen, wenn eine Gruppe von Aktionären, die mindestens ein Zehntel der ausgegebenen und ausstehenden Aktien vertreten, die Einberufung einer Aktionärshauptversammlung schriftlich beantragt, wobei auch die Tagesordnung der vorgeschlagenen Hauptversammlung angegeben werden muss.

Die Einberufungsmittelteilung muss mindestens dreißig Tage vor dem Tag der Hauptversammlung im Mémorial und einer luxemburgischen Zeitung und in Medien, auf die man sich für die wirksame Verbreitung der Information an die allgemeine Öffentlichkeit im Europäischen Wirtschaftsraum vernünftigerweise verlassen kann und auf die schnell und ohne Diskriminierung zugegriffen werden kann, veröffentlicht werden. Wenn eine Hauptversammlung wegen mangelnder Beschlussfähigkeit vertagt wird, wird die Frist von dreißig (30) Tagen, sofern die Einberufungsvoraussetzungen erfüllt werden und kein neuer Punkt der Tagesordnung hinzugefügt wurde, auf eine Frist von siebzehn (17) Tagen verkürzt. Die Einberufungsmittelteilung wird innerhalb der oben genannten Fristen den eingetragenen Aktionären (falls vorhanden) sowie dem den Mitgliedern des Vorstands und dem Abschlussprüfer (récviseur d'entreprises agréés) zugestellt. Diese Mittelteilung erfolgt durch die Post es sei denn die Aktionäre haben persönlich, ausdrücklich und in schriftlicher Form einer anderen Kommunikationsform zugestimmt.

Wenn alle von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien Namensaktien sind, so kann die Gesellschaft entscheiden, die Einberufungsmittelteilungen lediglich durch eingeschriebenen Brief zu verschicken, es sei denn die Aktionäre haben persönlich, ausdrücklich und in schriftlicher Form einer anderen Kommunikationsform zugestimmt.

In den Einberufungsmittelteilungen müssen unter anderem das genaue Datum und der Ort der Hauptversammlung und die vorgeschlagene Tagesordnung enthalten sein. Darin müssen auch die Bedingungen für die Teilnahme und Vertretung bei der Versammlung aufgeführt sein.

Der Stichtag für Hauptversammlungen ist der 14. Tag um Mitternacht (24:00 Uhr) (luxemburgische Zeit) vor dem Datum der Hauptversammlung (der „Stichtag“). Die Halter von dematerialisierten Aktien dürfen an Aktionärsversammlungen nur dann teilnehmen und ihre Stimmrechte ausüben wenn sie die dematerialisierten Aktien am Stichtag halten. Die Aktionäre müssen die Gesellschaft über ihre Absicht, an der Hauptversammlung teilzunehmen, schriftlich per Post oder elektronisch spätestens an dem Tag informieren der in Einberufungsmittelteilung festgelegt wurde und der der nicht vor Stichtag liegen darf.

Die den Aktionären in Zusammenhang mit einer Hauptversammlung zur Verfügung zu stellenden Unterlagen müssen zusammen mit der Einberufungsmittelteilung ab dem Datum der ersten Veröffentlichung der Einberufungsmittelteilung der Hauptversammlung auf der Unternehmenswebseite der Gesellschaft veröffentlicht werden gemäß dem luxemburgischen Recht. Aktionäre erhalten auf Wunsch eine Kopie der vollständigen und nicht gekürzten Texte die der Hauptversammlung unterbreiten werden sollen, entweder elektronisch oder am Sitz der Gesellschaft.

Aktionäre, die allein oder gemeinsam mindestens 5 % des gezeichneten Aktienkapitals der Gesellschaft besitzen (a) haben das Recht, Punkte auf die Tagesordnung der Hauptversammlung zu setzen und (b) haben das Recht, Entwürfe für Resolutionen zu Punkten, die auf der Tagesordnung der Hauptversammlung enthalten sind oder darin aufzunehmen sind, zu unterbreiten. Diese Rechte werden mittels eines schriftlichen Antrags der jeweiligen Aktionäre ausgeübt, der per Post oder elektronisch an die Gesellschaft gesendet wird. Dem Antrag muss eine Begründung oder ein Entwurf für eine Resolution, die in der Hauptversammlung genehmigt werden soll, beigelegt werden und darin muss eine elektronische oder eine Postadresse angegeben werden, an die die Gesellschaft die Empfangsbestätigung des Antrags senden kann. Jeder derartige Antrag von Aktionären muss spätestens am 22. Tag vor dem Datum der Hauptversammlung eingehen.

Den Vorsitz bei Hauptversammlungen übernimmt der Vorstandsvorsitzende oder der Geschäftsführende Vorsitzende. Wenn Vorstandsvorsitzende oder der Geschäftsführende Vorsitzende des Vorstands abwesend sind, wird der Vorsitz über die Hauptversammlung von dem ranghöchsten anwesenden Vorstandsmitglied übernommen.

Jeder Aktionär kann sich bei einer Hauptversammlung vertreten lassen, indem er eine schriftliche Vollmacht erteilt und die Bevollmächtigung per Post oder elektronisch an die Post- oder elektronische Adresse mitteilt, die in der Einberufungsmittelteilung angegeben ist.

Bei der Organisation einer Hauptversammlung kann entschieden werden, dass Vorkehrungen getroffen werden, die es den Aktionären erlauben, elektronisch teilzunehmen, unter anderem mithilfe folgender Mittel: (i) Echtzeitübertragung der Hauptversammlung; (ii) zweiseitige Echtzeitkommunikation, die es den Aktionären ermöglicht, aus der Entfernung an der Hauptversammlung teilzunehmen; oder (iii) einen Mechanismus zur Stimmabgabe, ob vor oder während der Hauptversammlung, ohne dass ein Bevollmächtigter bei der Hauptversammlung physisch anwesend sein muss.

Es kann auch entschieden werden, dass Aktionäre ihre Stimme durch Korrespondenz aus der Entfernung in einer von der Gesellschaft vorgesehenen Form abgeben können, wobei folgende Informationen angegeben werden müssen:

- der Name, die Adresse und sonstige wichtige Informationen über den Aktionär,
- die Anzahl der Stimmen, die der Aktionär abgeben möchte, die Entscheidung für oder wider eines Tagesordnungspunkts oder eine Enthaltung,
- die Form der gehaltenen Aktien,

- die Tagesordnung der Hauptversammlung, einschließlich der Entwürfen der Resolutionen,
- nach dem Ermessen der Gesellschaft, die Möglichkeit, eine Stimme im Hinblick auf eine neue Resolution oder eine Änderung der Resolutionen, die während der Hauptversammlung oder von der Gesellschaft nach Einreichung des Stimmzettels vorgeschlagen werden, durch einen Bevollmächtigten abzugeben,
- die Frist, innerhalb der der Stimmzettel von oder im Namen der Gesellschaft erhalten werden muss, und
- die Unterschrift des Aktionärs.

Sobald die Stimmzettel bei der Gesellschaft eingehen, können sie weder zurückgenommen noch aufgehoben werden, außer dass in dem Fall, dass ein Aktionär unter den oben erwähnten Umständen einen Bevollmächtigten mit der Abgabe der Stimme beauftragt hat, der Aktionär die entsprechende Vollmacht aufheben kann oder in Bezug auf die jeweiligen Punkte durch eine schriftliche Mitteilung, wie in der Einberufungsmitteilung beschrieben, bis zu dem auf dem Stimmzettel bestimmten Datum neue Anweisungen zur Stimmabgabe erteilen kann.

Jeder Aktionär, der wie oben beschrieben an einer Hauptversammlung der Gesellschaft teilnimmt, gilt als anwesend, wird bezüglich der Beschlussfähigkeit mitgezählt und ist berechtigt, zu allen Punkten auf der Tagesordnung der Hauptversammlung seine Stimme abzugeben.

Die Gesellschaft kann Verordnungen und Vorschriften betreffend der Teilnahme von Aktionären an Hauptversammlungen gemäß dem luxemburgischen Recht annehmen, insbesondere in Bezug auf die Sicherstellung der Identifizierung von Aktionären und Bevollmächtigten und die Sicherheit der elektronischen Kommunikationen.

Wenn alle Aktionäre bei einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Hauptversammlung informiert wurden, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Mitteilung stattfinden.

Art. 15. Jahreshauptversammlung. Die Jahreshauptversammlung findet gemäß dem luxemburgischen Recht am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg, der in der Einberufungsmitteilung angegeben wird, am dritten Donnerstag des Monats März jeden Jahres um 14:00 Uhr statt. Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg ist, findet die Jahreshauptversammlung am darauffolgenden Geschäftstag statt.

Nach der Genehmigung der Jahresabschlüsse und der Konzernabschlüsse entscheidet die Hauptversammlung durch Sonderabstimmung über die Entlastung der Vorstandsmitglieder. Hauptversammlungen außer der Jahreshauptversammlung können an den Tagen, zu den Uhrzeiten und an den Orten stattfinden, die in der Einberufungsmitteilung angegeben werden.

Art. 16. Mehrheit und Beschlussfähigkeit der Hauptversammlung. Bei Hauptversammlungen ist, außer bei einer außerordentlichen Hauptversammlung, die zur Änderung der Gesellschaftssatzung oder zur Abstimmung über Resolutionen, deren Annahme den Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsvoraussetzungen für Satzungsänderungen unterliegt, einberufen werden, kein Quorum notwendig und die Resolutionen können unabhängig von der Anzahl an vertretenen Aktien durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst werden.

Bei einer außerordentlichen Hauptversammlung zur Änderung der Gesellschaftssatzung oder zur Abstimmung über Resolutionen, deren Annahmen den Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsvoraussetzungen für Satzungsänderungen unterliegen, müssen für die Beschlussfähigkeit mindestens die Hälfte aller ausgegebenen und ausstehenden Aktien vertreten sein. Wenn dieses Quorum nicht vorhanden ist, kann eine zweite Hauptversammlung einberufen werden, für die keine Beschlussfähigkeitsvoraussetzung besteht. Damit die vorgeschlagenen Resolutionen von dieser Hauptversammlung angenommen werden und sofern gesetzlich nichts anderes vorgesehen wird, ist bei einer solchen Hauptversammlung eine Mehrheit von zwei Dritteln (2/3) der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre erforderlich, ohne dass die Enthaltungen gezählt werden.

Art. 17. Prüfung. Die Prüfung der Angelegenheiten der Gesellschaft wird von einem unabhängigen Abschlussprüfer („réviseur d'entreprises agréé“) durchgeführt werden. Der Abschlussprüfer wird von der Hauptversammlung bestellt. Ein derart bestellter Abschlussprüfer kann mit oder ohne Grund abbestellt werden.

Art. 18. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 19. Ausschüttungen. Aus den Jahresnettogewinnen der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) den gesetzlich vorgesehenen Rücklagen zugeteilt. Diese Zuteilung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange die Rücklagen zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft entsprechen.

Die Hauptversammlung wird nach Empfehlung des Vorstands beschließen, wie mit dem Restbetrag des Jahresnettogewinns verfahren werden soll, einschließlich der Auszahlung einer Dividende, die in Form von Aktien ausgeschüttet wird.

Es können unter Einhaltung der gesetzlichen Bedingungen vom Vorstand Zwischendividenden erklärt und (einschließlich durch gestaffelte Zahlungen) gezahlt werden, entweder im Wege einer Bardividende oder im Wege einer Sachdividende.

Art. 20. Auflösung der Gesellschaft. Im Fall der Auflösung der Gesellschaft aus jeglichem Grund wird die Liquidation von den Liquidatoren durchgeführt, die von der Hauptversammlung bestellt werden und denen die Befugnisse der Artikel 144 ff. des luxemburgischen Gesetzes über Gesellschaften vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn erteilt werden.

Sobald alle Schulden, Gebühren und Liquidationskosten beglichen wurden, wird der gegebenenfalls verbleibende Restbetrag an die Aktionäre der Gesellschaft ausgezahlt.

Art. 21. Anwendbares Recht. Sofern hierin nichts anderes vorgesehen wird, finden die einschlägigen gesetzlichen Vorschriften des Grossherzogtums Luxemburg Anwendung, insbesondere das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in der jeweils gültigen Form, und, soweit anwendbar, das Gesetz vom 24. Mai 2011 betreffend der Ausübung von Aktionärsrechten in Hauptversammlungen von börsennotierten Gesellschaften, in der jeweils gültigen Form.

Sechste Resolution

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, Folgendes anzunehmen: (i) den Rücktritt des alleinigen Geschäftsführers Herrn Yaron Zvi Zaltsman mit unmittelbarer Wirkung und (ii) die Bestellung, mit unmittelbarer Wirkung, derselben Person als Vorstandsmitglied der Gesellschaft für den Zeitraum bis zum Datum der jährlichen Hauptversammlung im Jahr 2019. Herrn Zaltsman wird hinsichtlich seines Mandats als Geschäftsführer der Gesellschaft bis zum heutigen Datum Entlastung erteilt.

Infolge des Vorstehenden bestätigt die Hauptversammlung, dass der Vorstand der Gesellschaft sich demnach wie folgt zusammensetzt:

- Herr Yaron Zvi Zaltsman, Finanzvorstand der ADO Group Ltd, geboren in Israel am 22. Oktober 1974, mit Geschäftsanschrift in der 1A Hayarden Street, Airport City, Tel Aviv, Israel.

Siebte Resolution

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, KPMG Luxembourg, société co-operative, mit Sitz in der 39, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Gesellschafts- und Handelsregister unter der Nummer B 149133, als unabhängigen Abschlussprüfer (réviseur d'entreprises agréé) der Gesellschaft zu bestellen, bis zum Datum der Jahreshauptversammlung im Jahr 2016.

Achte Resolution

Die alleinige Gesellschafterin ermächtigt Herrn Yaron Zaltsman alle Schritte durchzuführen und alle Dokumente im Namen der Gesellschaft abzuschliessen, die im Hinblick auf die Umwandlung des ausgegebenen Kapitals in dematerialisierte Aktien und die Emission der dematerialisierten Aktien notwendig sind.

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung zu besprechen sind und niemand das Wort ergreift, wird die Versammlung beendet. Hierüber wurde die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg ausgefertigt.

Am Tag, der zu Beginn dieses Dokuments erwähnt wird.

Der beurkundende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Personen in Englisch verfasst wurde und auf Verlangen derselben erschienenen Personen eine deutsche Version beigefügt wird und dass im Fall von Unstimmigkeiten zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version vorrangig ist.

Nachdem das Dokument der erschienenen Person, deren Nachname, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannt sind, vorgelesen wurde, unterschrieb die erwähnte erschienene Person die vorliegende Urkunde zusammen mit dem Notar.

Gezeichnet: HINZ, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 19 juin 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 19183. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 24 juin 2015.

Référence de publication: 2015099193/983.

(150109206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Chilla Capital, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 147.465.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2015098153/11.

(150108398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Ebrand Services SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 135.335.

Le bilan au 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin 2015.

Référence de publication: 2015098207/11.

(150108293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Meredith Finance Limited, Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 41.365.

DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le onzième jour du mois de juin.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

BEATTON RIVER EQUITIES LLC, une société de droit américain ayant son siège social au 1925th, Lovering Av., Wilmington, comté de New Castle, Delaware 19806, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Delaware sous le numéro 4242810,

ici représentée par Madame Monique Drauth, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 9 juin 2015.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

- que la comparante est seul propriétaire de toutes les actions de la société anonyme MEREDITH FINANCE LIMITED, LUXEMBOURG S.A. (la «Société»), avec siège social à L-1511 Luxembourg, 151, Avenue de la Faïencerie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous la section B numéro 41365, constituée aux termes d'un acte notarié en date du 19 août 1992, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 599 de l'année 1992. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société;

- que le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros soixante-neuf cents (EUR 30.986,69) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions, entièrement libérées;

- que la partie comparante, est seul propriétaire de toutes les actions et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'actionnaire unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 31 décembre 2014, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'actionnaire unique est investi de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 31 décembre 2014 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et commissaire aux comptes de la Société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les actions et ou du Registre des actionnaires de la Société;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1510 Luxembourg, 151, Avenue de la Faïencerie.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

103968

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués approximativement à mille cent euros (1.100,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/18620. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

Référence de publication: 2015096919/58.

(150107449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

Dropal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 105.407.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015098190/9.

(150108310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Ebrand Services SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 135.335.

Le bilan au 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin 2015.

Référence de publication: 2015098208/11.

(150108294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Ulrika S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 79.219.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 12 juin 2015 à 10.00 heures à Luxembourg

- Les mandats des Administrateurs et Commissaire aux comptes viennent à échéance à la présente assemblée.
- L'assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat d'administrateurs de Monsieur Jean-Charles THOUAND, de Monsieur Koen LOZIE et de la société JALYNE S.A. dont le siège social est situé 44 Avenue J.F. Kennedy L-1855, Administrateur ainsi que du Commissaire aux comptes, Monsieur Pierre SCHILL.
- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux comptes viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui approuvera les comptes arrêtés au 31 décembre 2015.

Pour copie conforme

FIDUPAR

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2015097102/18.

(150107829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.
